

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

RECUEIL DE SUJETS

ORAL DE CONTROLE

Enseignement de spécialité

Sciences sociales et politiques

Coefficient 9

Session 2014
Académie de Nantes

Bulletin officiel spécial n°7 du 6 octobre 2011

Durée : 20 minutes

Temps de préparation : 30 minutes

Le candidat a le choix entre deux sujets dont les questions principales portent sur des champs différents du programme (science économique ; sociologie ; regards croisés).

La question principale, notée sur 10 points, prend appui sur deux documents courts, simples et de nature différente (texte de 1 300 signes au maximum ; documents statistiques de 65 données chiffrées au maximum). Le sujet comporte également trois questions simples, notées sur 10 points, dont l'une, en lien avec l'un des deux documents, porte sur la maîtrise des outils et savoir-faire nécessaires et dont les deux autres permettent de vérifier la connaissance par le candidat des notions de base figurant dans d'autres thèmes du programme. Pour les candidats ayant suivi l'un des enseignements de spécialité économie approfondie et sciences sociales et politiques, ces deux questions concernent obligatoirement cet enseignement.

LISTE DES SUJETS

Session 2014

Science économique

1. Croissance, fluctuations et crises

- 1- Le PIB est-il un bon indicateur économique ?
- 2- Présentez le rôle du progrès technique dans la croissance économique.
- 3- Comment expliquer la croissance économique ?
- 4- Vous expliquerez l'impact d'un choc de la demande sur la croissance économique.
- 5- Expliquez comment les variations (chocs) de l'offre sont à l'origine des fluctuations économiques ?
- 6- Expliquez comment le comportement des banques peut être à l'origine de fluctuations économiques.

2. Mondialisation, finance internationale et intégration européenne

- 7- Quels sont les avantages attendus du libre-échange ?
- 8- Vous montrerez que les avantages comparatifs sont un des déterminants des échanges internationaux.
- 9- Pourquoi le protectionnisme peut-il être souhaitable ?
- 10- Vous présenterez les déterminants de l'implantation des firmes multinationales à l'étranger.
- 11- Vous montrerez que les pays européens mènent une expérience originale d'intégration plus étroite de leurs économies.
- 12- Quels sont les avantages de l'intégration européenne pour les pays membres ?

3. Économie du développement durable

- 13- Comment les politiques climatiques peuvent-elles permettre de préserver l'environnement ?
- 14- Quels sont les objectifs et les moyens des politiques de préservation de l'environnement ?
- 15- Montrez que les pouvoirs publics disposent de plusieurs instruments pour mener une politique climatique.
- 16- La taxation suffit-elle à préserver l'environnement ?

Sociologie

1. Classes, stratification et mobilité sociales

- 17- Vous montrerez que les inégalités sont multiformes.
- 18- Montrez que l'âge peut être source d'inégalités dans la société française actuelle.
- 19- Montrez que le concept de classe sociale est encore pertinent pour analyser la structure sociale en France aujourd'hui.
- 20- Comment expliquer les évolutions contemporaines de la mobilité sociale en France ?
- 21- Vous montrerez que la famille peut être source de reproduction sociale.
- 22- Vous montrerez les effets de l'évolution de la structure socioprofessionnelle sur la mobilité sociale.

2. Intégration, conflit, changement social

- 23- Vous montrerez que l'école est source d'intégration sociale.
- 24- Quelles sont les instances qui participent à la cohésion sociale ?
- 25- Montrez comment les évolutions récentes du travail peuvent fragiliser son rôle dans l'intégration sociale.
- 26- Expliquez pourquoi la famille reste une instance essentielle d'intégration sociale.
- 27- Vous expliquerez l'évolution des conflits du travail en France depuis le début des années 1980.
- 28- Les syndicats sont-ils aujourd'hui des instances essentielles d'encadrement des mouvements sociaux ?

Regards croisés

1. Justice sociale et inégalités

- 29- Quels sont les avantages et les limites des politiques de redistribution ?
- 30- Comment la redistribution permet de lutter contre les inégalités de revenu ?
- 31- Vous montrerez comment les pouvoirs publics peuvent contribuer à la réduction des inégalités.
- 32- Vous montrerez par quels moyens les pouvoirs publics mettent en œuvre la redistribution.

2. Travail, emploi, chômage

- 33- Vous montrerez que le fonctionnement actuel du marché du travail n'est pas parfaitement concurrentiel.
- 34- Comment l'État et les partenaires sociaux interviennent-ils dans la formation des salaires ?
- 35- Qu'est-ce qui détermine le salaire ?
- 36- Vous montrerez les facteurs de segmentation du marché du travail.
- 37- Les politiques de l'emploi, en abaissant le coût du travail, permettent-elles de lutter contre le chômage ?
- 38- Vous montrerez que la flexibilité sur le marché du travail peut permettre de lutter contre le chômage des jeunes.
- 39- Montrez que les évolutions récentes de l'emploi peuvent générer des risques de précarité.
- 40- Montrez que la précarisation de l'emploi a des conséquences sur l'intégration sociale des individus.

Sciences Économiques et Sociales

Second groupe

Conditions de l'épreuve :

Temps de préparation : 30 minutes

Temps de passage : 20 minutes

Quelques conseils

- Traitez la question générale sous forme d'un exposé structuré d'une dizaine de minutes au maximum.
- Après votre exposé répondez aux questions complémentaires suivant l'ordre proposé.
- Vous devez montrer que vous avez étudié sérieusement votre cours et que vous êtes capables de mobiliser vos connaissances.
- La politesse, la bonne volonté, la conviction sont des éléments qui joueront en votre faveur.

Proposition de grille d'évaluation de l'épreuve orale de contrôle

| | | | |
|-------------|--|--------------------------------|--|
| N°Matricule | | Heure de début de préparation | |
| Nom : | | Heure de début d'interrogation | |
| Prénom : | | Heure de fin d'interrogation : | |

| | |
|--|--|
| Sujet choisi : | |
| Sujet rejeté : | |
| Question principale : | Appréciation (très bien, bien, moyen, insuffisant, très insuffisant) |
| Qualité de l'expression orale | |
| Capacité du candidat à présenter un raisonnement structuré qui répond à la question principale | |
| Mobilisation de connaissances de base en relation avec le sujet | |
| Mobilisation des informations du dossier documentaire pertinente au regard du raisonnement suivi | |
| Questions complémentaires | |
| 1. Savoir-faire : | |
| 2. Connaissances : | |
| 3. Connaissances : | |
| Appréciation générale, remarques diverses (ensemble de la prestation du candidat) : | |
| Note question principale / 10 pts : | |
| Note questions complémentaires / 10 pts : | |
| Question 1 : | |
| Question 2 : | |
| Question 3 : | |
| Note : | |
| Informations du livret scolaire (à découvrir uniquement lors de la délibération) : | |
| Note définitive : | |

Grille à conserver jusqu'au mois de novembre de l'année courante (nécessaire en cas de contestation)

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°1-SSP-E1.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Le PIB est-il un bon indicateur économique ?

Document 1 : Classement des pays selon l'IDH, le PIB et le PIB/hab en 2011

| Pays | Classement selon l'IDH en 2010 | Indicateur de développement humain (IDH) en 2010 | Classement selon le PIB/hab en PPA en 2010 |
|------------------|--------------------------------|--|--|
| Norvège | 1 | 0,938 | 5 |
| Australie | 2 | 0,937 | 14 |
| Nouvelle-Zélande | 3 | 0,907 | 32 |
| États-Unis | 4 | 0,902 | 9 |
| France | 14 | 0,872 | 25 |
| Koweït | 47 | 0,771 | 8 |
| Afghanistan | 155 | 0,349 | 157 |

Source : Indicateurs de développement humain , Banque Mondiale, 2011

Document 2 :

Le PIB est indifférent à la nature de l'activité génératrice de revenus : que ce soit une augmentation des ventes d'armes, d'antidépresseurs ou une hausse des services thérapeutiques effectués à cause de l'explosion du nombre de cancers, tout cela est compté comme « positif » par le PIB. [...]

Le PIB est par ailleurs indifférent à la répartition des richesses comptabilisées, aux inégalités, à la pauvreté, à la sécurité économique, etc., qui sont pourtant presque unanimement considérées comme des dimensions du bien-être à l'échelle d'une société. [...]

Au total, le PIB et sa croissance indiquent le « beaucoup produire » d'une société dans la sphère monétaire et marchande, et non son bien-être. Et encore moins sa soutenabilité écologique, sociale, et même économique et financière !

Source : J. GADREY, D. MEDA, « Les limites du PIB », *Alternatives économiques Poche*, n°48, mars 2011.

*** Questions complémentaires : 10 points**

- Question complémentaire de savoir-faire

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Interprétez les données pour le Koweït. (document 1) | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques)

| | | |
|---|--|------|
| 2 | Quelles sont les caractéristiques d'un régime présidentiel ? | 3pts |
| 3 | Montrez que la culture politique peut influencer les comportements politiques. | 4pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°2-SSP-E1.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Présentez le rôle du progrès technique dans la croissance économique.

Document 1 : Contribution des facteurs à la croissance (Taux de croissance annuel moyen % du PIB et points de croissance)

| | 1981-1990 | 1991-2000 | 2001-2011 |
|-------------------|-----------|-----------|------------|
| États-Unis | | | |
| PIB | 3,1 | 3,7 | <u>1,7</u> |
| Travail | 1,7 | 1,2 | 0,3 |
| Capital | 0,3 | 1,1 | 0,9 |
| Résidu | 1,1 | 1,4 | <u>0,5</u> |
| Zone euro | | | |
| PIB | 2,4 | 2,0 | 1,2 |
| Travail | 0,1 | 0,1 | 0,3 |
| Capital | 0,8 | 0,8 | 0,9 |
| Résidu | 1,5 | 1,1 | 0,0 |

Source : Roland Doehm, « Euren study Potential Growth in Europe : How to mesure it and how to boost it ? », actualisé en 2012.

Document 2 :

Défini comme un accroissement de la connaissance que les hommes ont des lois de la nature appliquées à la production, le progrès technique a deux caractéristiques fondamentales.

D'une part, il transforme les autres facteurs, créant des opportunités d'investissement qui, sans lui, n'existeraient pas. L'accumulation de capital humain est aussi dynamisée par l'extension du savoir, ce qui explique l'allongement des études et la croissance de la part de la population qui y a accès.

D'autre part, il apparaît comme un bien public cumulatif car chaque découverte s'appuie sur d'autres découvertes faites par le passé. Selon les mots de Newton, « Nous sommes des nains montés sur des épaules de géants » : il suffit d'apporter une amélioration très mineure à un résultat important pour obtenir un résultat plus fort encore. Ainsi Gutenberg, pour réaliser le premier système d'imprimerie, a utilisé sa maîtrise de la métallurgie et de la mécanique. De même, la réalisation des grandes innovations modernes, telles l'automobile ou l'avion, a nécessité le rassemblement de connaissances de la plus grande diversité.

Source : D. Guellec et P Rallé, Les nouvelles théories de la croissance, La Découverte, 2003.

*** Questions complémentaires : 10 points**

- Question complémentaire de savoir-faire

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Donnez la signification des chiffres soulignés. (document 1) | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques)

| | | |
|---|--|------|
| 2 | Qu'est-ce qu'un régime présidentiel ? | 3pts |
| 3 | Montrer que la culture politique peut influencer les comportements politiques. | 4pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Comment expliquer la croissance économique ?

Document 1 :

Les entreprises qui s'engagent dans des activités de recherche et développement (R&D) peuvent voir leurs innovations copiées par leurs concurrents et perdre ainsi le bénéfice de leur effort. Cet effet est susceptible de décourager l'effort d'innovation des entreprises.

Pour cette raison, ce domaine a suscité très tôt l'intervention de l'Etat et différentes politiques ont été mises en œuvre pour stimuler la production de connaissances nouvelles. Un premier ensemble de mesures consiste à financer la recherche fondamentale dans des organismes publics afin de faciliter l'émergence de nouveaux domaines scientifiques, qui seront ensuite utilisés comme socle de la recherche privée. Un second ensemble de mesures vise à réduire le coût de R&D supporté par les entreprises : ces mesures incluent les subventions à la R&D, le crédit d'impôt-recherche et l'encouragement à la coopération en R&D. Les évaluations de ces deux premiers types de mesures concluent majoritairement à leur efficacité. Enfin, un troisième ensemble de mesures vise à encourager la recherche en accroissant le rendement privé de la R&D. La mise en place d'un système de brevets peut être classée parmi ce type de mesures.

E.DUGUET et C.LELARGE, « Les brevets incitent-ils les entreprises industrielles à innover ? », Economie et statistique, n°380, INSEE, 2004.

Document 2 : Taux de croissance annuels moyens ⁽¹⁾, 1985-2010 (en %)

| | PIB | Facteur capital | Facteur travail | PGF ⁽²⁾ |
|--------------|------------|-----------------|-----------------|--------------------|
| France | 1,8 | 0,7 | 0,2 | 1 |
| Irlande | 4,4 | 0,9 | 0,9 | 2,7 |
| États-Unis | 2,6 | 0,9 | 0,7 | 1,1 |
| Italie | 1,4 | 0,8 | 0,2 | 0,4 |
| Belgique | 2,3 | 0,7 | 0,2 | 1,3 |
| Corée du Sud | <u>6,1</u> | 1,7 | 0,6 | 3,8 |

Source : OCDE, 2012

(1) certaines données ont été arrondies

(2) PGF : productivité globale des facteurs

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Rédigez une phrase donnant la signification de la valeur soulignée (document 2). | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences Sociales et Politiques) : 7 points

| | | |
|---|---|-------|
| 2 | Qu'apporte la démocratie participative à la démocratie représentative ? | 4 pts |
| 3 | Le vote est-il le seul moyen de la participation politique ? | 3 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°4-SSP-E1.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

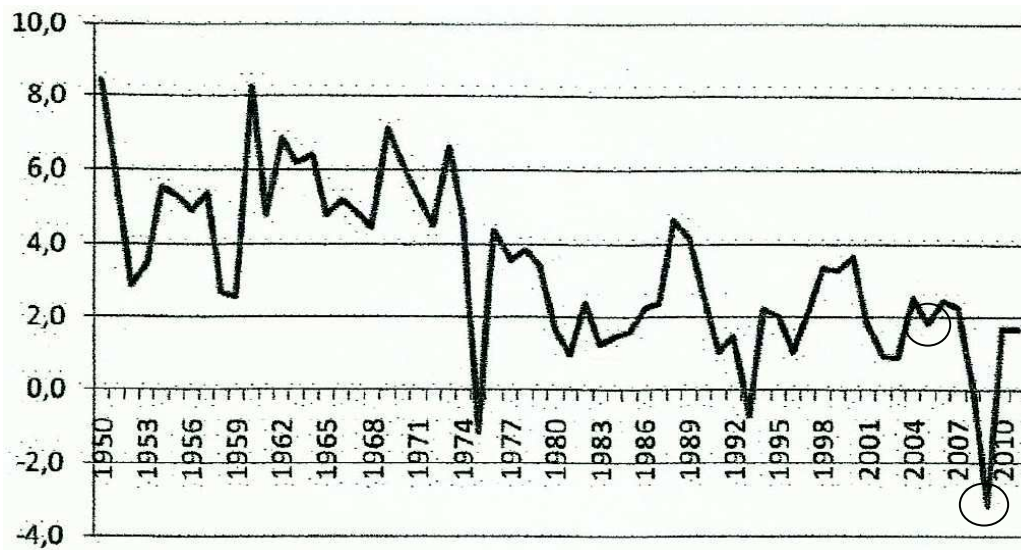
Vous expliquerez l'impact d'un choc de la demande sur la croissance économique.

Document 1 :

On appelle choc de demande un événement qui déplace la courbe de demande globale, tel que la modification des anticipations ou de la richesse ou l'utilisation de la politique budgétaire ou monétaire. La crise de 1929 fut un choc de demande négatif et la dépression prit fin grâce à un choc demande positif – l'énorme augmentation des dépenses de l'Etat au cours de la Seconde Guerre mondiale. En 2008, l'économie américaine connut un autre choc de demande négatif important au moment où le marché immobilier passa de la hausse à la baisse, amenant les consommateurs et les firmes à réduire leurs dépenses.

Source : D'après Paul Krugman, Robin Wells, *Macroéconomie*, De Boeck Supérieur, 2009

Document 2 : Taux de variation du Produit intérieur brut français (en volume) en %



Source : Comptes nationaux – Base 2005, Insee.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Comparez les deux évolutions correspondant aux valeurs entourées. (document 2) | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques): 7 points

| | | |
|---|--|-------|
| 2 | Comment les partis politiques participent-ils à la mobilisation électorale ? | 4 pts |
| 3 | Qu'est-ce que le vote sur enjeu ? | 3 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

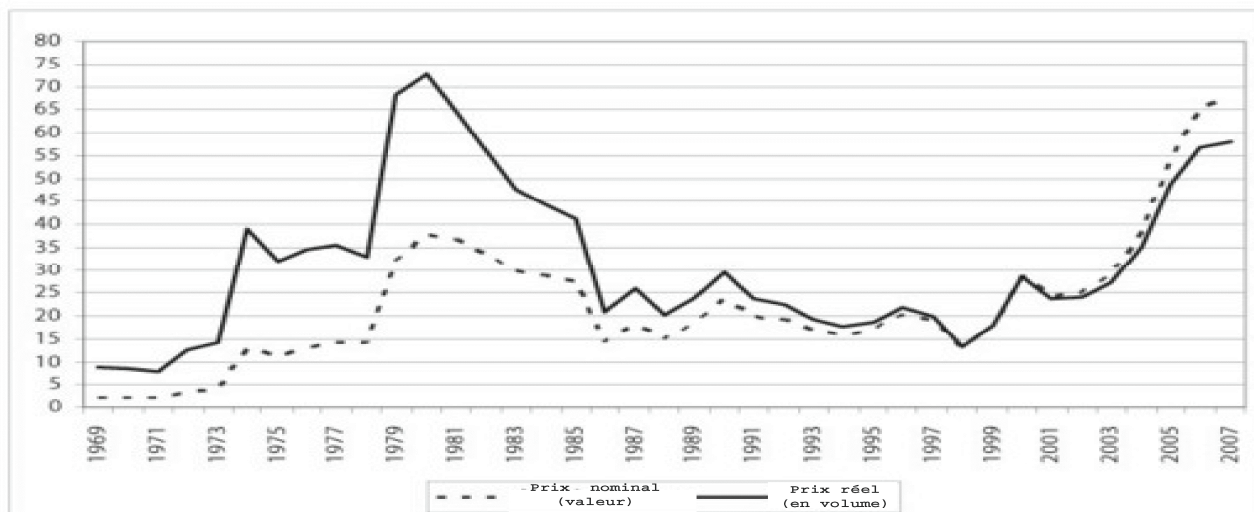
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°5-SSP-E1.2

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Expliquez comment les variations (chocs) de l'offre sont à l'origine des fluctuations économiques ?

Document 1 : Évolution du cours du baril de pétrole en dollars (Brent) en volume et en valeur



Source : Reflets et perspectives de la vie économique 2007/4, de T. Brechet et P Van Brusselen.

Document 2 :

Lorsque des innovations permettent des gains de productivité et abaissent les coûts unitaires de production, elles produisent un choc d'offre positif : en abaissant les prix des produits, elles favorisent leur diffusion auprès des consommateurs et donc l'augmentation de la production. En cas de choc d'offre positif, la situation des producteurs s'améliore par la diminution de leurs coûts de production ; ils peuvent dès lors éventuellement produire davantage et tirer la croissance économique.

Aux États-Unis par exemple, le boom économique de la seconde moitié des années 1990 s'explique largement [...] par les nouvelles technologies de l'information [et de la communication - NTIC] telles que l'Internet.

Source : Robert H. Frank et Ben S. Bernanke, Principes d'économie, Économica, 2009.

*** Questions complémentaires : 10 points**

- Question complémentaire de savoir-faire

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Distinguez évolution en valeur et en volume des prix. (document 1) | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques)

| | | |
|---|---|------|
| 2 | Quelles sont les évolutions du répertoire de l'action politique ? | 4pts |
| 3 | Expliquez et illustrez le principe de subsidiarité. | 3pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

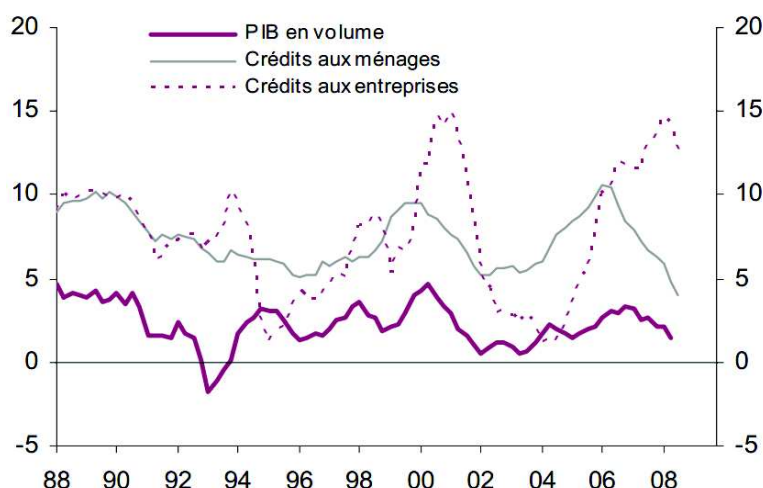
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°6-SSP-E1.2

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Expliquez comment le comportement des banques peut être à l'origine de fluctuations économiques.

Document 1 : Croissance économique et variation des crédits dans la zone euro (en %)



Source : Flash Économie, Natixis, N°504, novembre 2008.

Document 2 :

À l'inverse, en période de ralentissement, la rentabilité [des banques] tend à diminuer avec une montée des défaillances des emprunteurs et le tassement des transactions financières. Les banques deviennent alors plus tatillonnes sur l'octroi de crédits, elles demandent des taux d'intérêt plus élevés pour les prêts qu'elles accordent. Ce qui contribue à entretenir le ralentissement de l'économie. [...] Le principal problème des autorités monétaires est donc de trouver les meilleures solutions pour éviter que les problèmes des banques ne viennent trop amplifier les cycles économiques.

Source : Christian Chavagneux, Alternatives économiques, n°206, septembre 2002.

*** Questions complémentaires : 10 points**

- Question complémentaire de savoir-faire

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Faites une phrase donnant la signification des trois données de l'année 2008. (document 1) | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques)

| | | |
|---|---|------|
| 2 | Comment s'opère la socialisation politique primaire ? | 4pts |
| 3 | Qu'est-ce que le principe de subsidiarité ? | 3pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

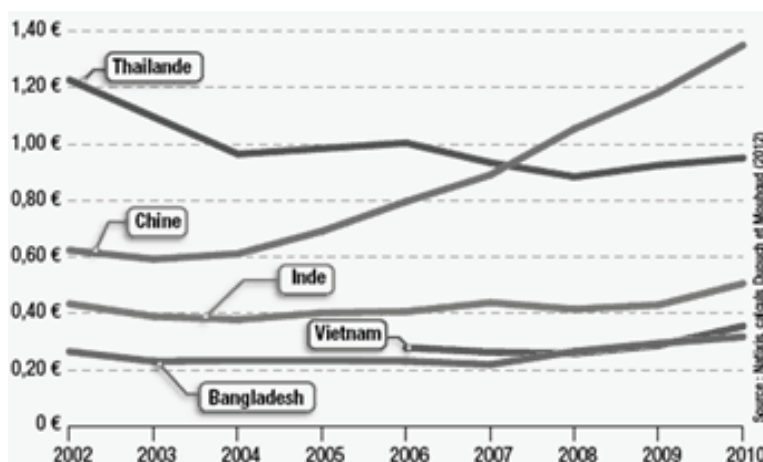
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°7-SSP-E2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Quels sont les avantages attendus du libre-échange ?

Document 1 : Évolution du coût salarial horaire en Chine et dans d'autres pays émergents d'Asie de 2002 à 2010, en euros



Source : Natixis, calculs Dupech et Mouhoud (2012).

Document 2 :

La baisse des droits de douane (en Inde) a engendré un quasi-doublement des importations de biens pouvant être utilisés comme facteurs de production. Il est d'ailleurs intéressant de noter que les deux tiers de l'augmentation de ces importations sont dus à des produits que l'Inde n'importait pas auparavant, y compris dans les secteurs comme l'équipement ou l'informatique. Ainsi, la baisse des barrières commerciales a non seulement permis à l'Inde de bénéficier d'importations moins coûteuses, mais aussi d'accéder à de nouveaux facteurs de production. D'après les travaux de recherche, ces deux canaux ont amélioré la productivité en Inde. Ils ont aussi permis aux industries indiennes de mettre plus de produits sur le marché ce qui explique un quart de l'augmentation de la production industrielle dans les années 1990. La baisse de la pauvreté (en Inde) durant les années 1990 peut être en partie imputée à la libéralisation des échanges qui a favorisé la croissance, fait baisser les prix à la consommation et rendu accessible une gamme plus large de produits. [...] Une étude montre que la baisse de la pauvreté a été plus faible dans les zones rurales dont les activités se concentraient sur des secteurs pour lesquels le niveau de protection a fortement baissé.

Source : Nina Pavcnik, Libre-échange et développement : des gains partagés ?, Lavedesidées.fr, 5 novembre 2009.

*** Questions complémentaires : 10 points**

- Question complémentaire de savoir-faire

| | | |
|---|--|------|
| 1 | À l'aide d'un indicateur pertinent, calculez l'évolution du coût salarial horaire en Chine de 2002 à 2010 (document 1) | 3pts |
|---|--|------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques)

| | | |
|---|--|-------|
| 2 | Les variables lourdes expliquent-elles encore les comportements électoraux ? | 3 pts |
| 3 | Quelles sont les principales caractéristiques d'un régime parlementaire ? | 4 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°8-SSP-E2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que les avantages comparatifs sont un des déterminants des échanges internationaux.

Document 1 :

La France se situe à la 5^{ème} place des pays exportateurs de marchandises (derrière la Chine, l'Allemagne, les Etats-Unis et le Japon) et au 4^{ème} rang mondial des principaux exportateurs de services (après les EU, le Royaume-Uni et l'Allemagne). [...] L'étude de la spécialisation de la France fait apparaître un certain nombre d'éléments intéressants. [...] La France n'est pas avantagée dans les biens mais dans les services, contrairement à l'Allemagne. Cela est dû cependant essentiellement au poste « tourisme ». [...] En ce qui concerne les échanges de biens, les avantages structurels de la France se situent dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'automobile et dans la chimie. [...] On observe, en revanche, un désengagement dans les secteurs de l'informatique, l'électronique grand public, de l'électroménager ou encore du matériel électrique. [...] 42% des exportations françaises se situent en 2005 dans le haut de gamme, plus des deux tiers de celles-ci étant liées à la seule filière aéronautique. Dans le cas de la Chine, ce segment ne représente par exemple que 13% des ventes à l'exportation. [...] La France n'a pas le choix : elle doit se situer sur les segments haut de gamme de la haute technologie pour « tirer son épingle du jeu » face à la concurrence des grands pays émergents.

Source : « La France dans l'économie mondiale », T. Madiès, *Cahiers français* n°367, Mars-Avril 2012.

Document 2 : Productivité horaire du travail en 2012 et coût horaire du travail de la main d'œuvre en 2013 dans quelques pays d'Europe, base 100 = France

| | Productivité horaire du travail | Coût horaire de la main d'œuvre ¹ |
|-----------|--|---|
| France | 100 | 100 |
| Allemagne | 93.8 | 91.8 |
| Pays-Bas | 100.4 | 91.7 |
| Pologne | 23 | 20.8 |
| Roumanie | 11.9 | 13.4 |

¹ dans les secteurs de l'industrie et des services marchands, et des entreprises de 10 salariés ou plus.

Source : Eurostat

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Que signifient les données soulignées (document 2) ? | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

| | | |
|---|--|-------|
| 2 | Présentez l'évolution des répertoires d'action collective. | 4 pts |
| 3 | Définissez le principe de subsidiarité tel qu'il est appliqué au sein de l'Union européenne. | 3 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°9-SSP-E2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

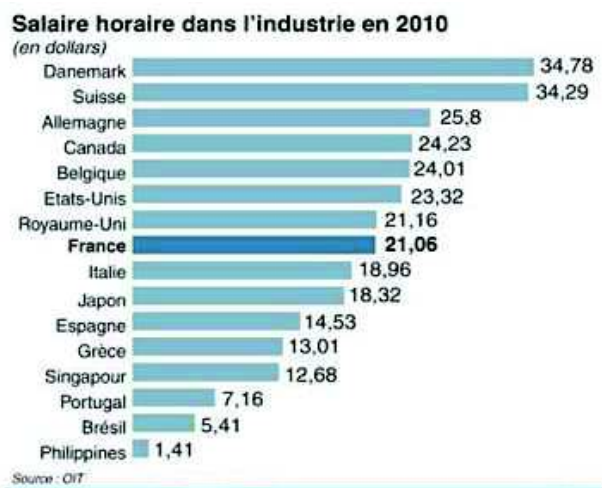
Pourquoi le protectionnisme peut-il être souhaitable ?

Document 1 :

La dynamique des avantages comparatifs peut nécessiter la mise en place d'un protectionnisme temporaire puisque la construction d'une nouvelle spécialisation se trouve au départ handicapée par la concurrence des biens importés substituables existants, qui bénéficient déjà des économies d'apprentissage. Cet argument, connu sous les dénominations d'industrie en enfance et de protectionnisme éducateur, a été invoqué aux Etats-Unis dès la fin du XVIIIe siècle par Hamilton [...] puis repris par Stuart Mill et l'économiste allemand Friedrich List. Ce dernier publie en effet en 1840 le *Système national d'économie politique* dans lequel est défendu l'usage de droits de douane en Allemagne pour permettre, face à la concurrence britannique, de développer une industrie nationale. List ne conçoit pas le protectionnisme comme un état permanent mais comme une condition à long terme de l'ouverture au libre-échange.

Source : Emmanuel Combe, Précis d'économie, PUF, 2004

Document 2 :



*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Comparez le salaire horaire en France et au Brésil en 2010. (document 2) | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

| | | |
|---|---|-------|
| 2 | Pourquoi les femmes sont-elles sous-représentées en politique ? | 4 pts |
| 3 | Donnez l'exemple d'une variable lourde influençant le comportement électoral. | 3 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

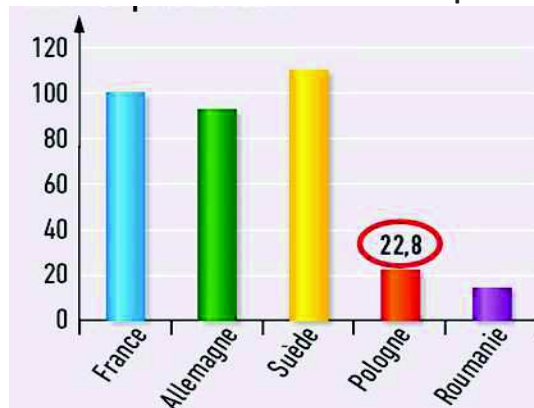
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°10-SSP-E2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous : (10 points)**

Vous présenterez les déterminants de l'implantation des firmes multinationales à l'étranger.

Document 1 : Indice du coût annuel du travail en 2009 base 100 pour la France



Source : Eurostat 2012.

Document 2 :

Selon une étude de 2008, un pétrole à 150 dollars le baril équivaldrait à une remontée des droits de douane à leur niveau moyen de 1970, faisant du transport la principale barrière à l'échange. La réalité est cependant plus complexe. Si le transport maritime représente en moyenne 4 % du prix final des biens manufacturés, cette proportion atteint 10 à 20 % pour les matières premières agricoles, et jusqu'à 25 % ou 30 % pour les matières premières industrielles (...). C'est sur ces produits que l'impact du transport est le plus fort, mais c'est aussi là qu'il est le plus difficile de trouver des substituts aux importations. En outre, l'énergie n'est qu'une composante des coûts de transport.

Source : Sandra Moatti. « Pourquoi la mondialisation est réversible ? ». Alternatives Economiques. Juin 2011.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Faites une phrase avec la valeur entourée (document 1) | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

| | | |
|---|--|-------|
| 2 | Définissez la notion de répertoire d'action politique. | 3 pts |
| 3 | Quelles sont les conséquences du scrutin majoritaire sur le pluralisme politique ? | 4 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°11-SSP-E2.2

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que les pays européens mènent une expérience originale d'intégration plus étroite de leurs économies

Document 1 :

L'originalité de l'intégration européenne peut être repérée à trois niveaux :

- Un élargissement progressif à un nombre toujours plus grand de nations [...]. L'objectif d'extension implique depuis longtemps une intégration des nations à des rythmes différents. [...].
- Deuxième caractéristique du processus d'intégration européenne, la mise en place, dès l'origine, de politiques communes, notamment pour favoriser le développement économique et compenser l'hétérogénéité de développement des territoires en Europe. [...]
- Troisième caractéristique du processus d'intégration européenne, la création d'institutions politiques supranationales propres à l'union régionale.

Source : Alain Beitone et alii, Economie, Sirey, coll. Aide-mémoire, 4e édition, 2009

Document 2 : Evolution des taux directeurs (taux d'intérêt) de la BCE (Banque Centrale Européenne) et de la FED (Banque centrale des Etats-Unis)



Source : Banque de France. 2013

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Vous interprétez les deux données pour l'année 2012 (document 2) | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

| | | |
|---|--|-------|
| 2 | Qu'est-ce que la gouvernance multi-niveaux au sein de l'Union européenne ? | 3 pts |
| 3 | Comment les partis politiques agissent-ils pour mobiliser les électeurs ? | 4 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°12-SSP-E2.2

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Quels sont les avantages de l'intégration européenne pour les pays membres ?

Document 1 :

L'euro permettait (...) d'accroître la concurrence par une meilleure compatibilité des prix, de favoriser la libre circulation des citoyens sur l'ensemble du territoire de l'Union.(...)Après 12 ans d'existence, les résultats sont là, le mandat de la Banque centrale européenne, qui a pour priorité le maintien de la stabilité des prix, a été parfaitement respecté puisque l'inflation moyenne a été très légèrement inférieure à 2%. (...) 14 millions d'emplois ont été créés en 12 ans contre 8 millions aux Etats unis. (...) L'euro est loin de ne constituer qu'un simple instrument au sein d'une zone économique intégrée, il est également, en lui-même vecteur de sens et d'identité pour les européens.

Source : Pourquoi l'euro ? Passé, présent avenir, intervention de Christian Noyer devant la chambre de commerce et d'industrie japonaise en France, Banque de France 2011

Document 2 : PIB aux prix courants du marché, 2001-2011, en milliards d'euros

| | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| UE-27 | 9 584,4 | 9 935,6 | 10 104,2 | 10 606,2 | 11 072,6 | 11 701,8 | 12 407,0 | 12 476,0 | 11 751,5 | 12 263,8 | 12 638,0 |
| Zone euro | 7 084,7 | 7 330,8 | 7 546,9 | 7 860,4 | 8 145,5 | 8 565,1 | 9 030,4 | 9 244,5 | 8 919,8 | 9 162,8 | 9 413,3 |
| Japon | 4 651,7 | 4 227,9 | 3 808,9 | 3 746,8 | 3 682,2 | 3 470,0 | 3 181,2 | 3 287,7 | 3 614,7 | 4 144,7 | 4 219,6 |
| Etats-Unis | 11 485,3 | 11 254,5 | 9 849,9 | 9 529,1 | 10 146,3 | 10 654,0 | 10 236,2 | 9 716,8 | 10 018,4 | 10 936,8 | 10 830,2 |

Source Eurostat

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

| | | |
|---|---|-------|
| 1 | Donnez la signification du PIB « à prix courants » (document 2) | 3 pts |
|---|---|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

| | | |
|---|---|-------|
| 2 | Quelles sont les variables lourdes du comportement électoral ? | 4 pts |
| 3 | Illustrez par un exemple le rôle que peuvent jouer les groupes d'intérêt dans le fonctionnement de la démocratie. | 3 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

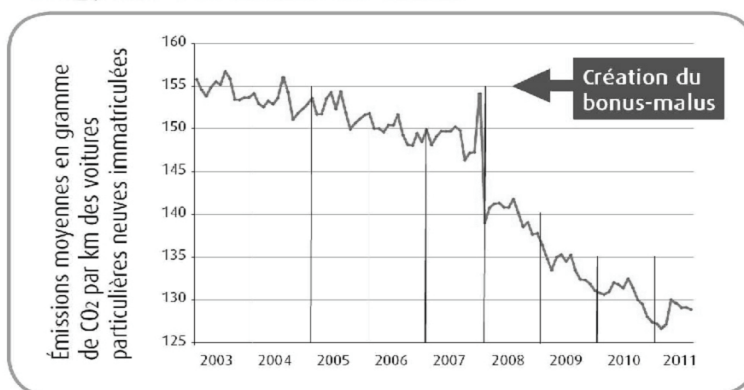
Sujet n°13-SSP-E3.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Comment les politiques climatiques peuvent-elles permettre de préserver l'environnement ?

Document 1 :

Bonus-malus : évolution des émissions de CO₂ en g/km des véhicules neufs



Source : « Focus sur quelques faits et chiffres... », Commissariat général au développement durable, octobre 2011.

Note : Le **système bonus-malus** vise à récompenser, via un bonus (diminution du prix à l'achat), les acquéreurs de voitures neuves émettant le moins de CO₂, et à pénaliser, via un malus (majoration du prix à l'achat), ceux qui optent pour les modèles les plus polluants. Le **CO₂** est un gaz dit à effet de serre. Le niveau de son émission sert de mesure au risque de réchauffement

Document 2

Un moyen simple de s'assurer que le niveau optimal de pollution soit atteint par les agents consiste à leur imposer des normes qui peuvent être de différentes natures. La norme d'émission consiste en un plafond maximum d'émission qui ne doit pas être dépassé sous peine de sanctions administratives, pénales ou financières (émission de dioxyde de soufre ou de carbone dans l'atmosphère etc...). [...] Les normes de produit imposent des niveaux donnés limites à certaines caractéristiques des produits (taux de phosphates dans les lessives, caractère recyclable des emballages etc...)

M. Chirouleu-Assouline. « Efficacité comparée des instruments de régulation environnementale » Notes de synthèse du SESP 2. 2007

*** Questions complémentaires. (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Mesurez l'évolution des émissions de CO ₂ depuis la création du bonus-malus (doc 1) | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

| | | |
|---|---|-------|
| 2 | En quoi le régime politique français est-il semi-présidentiel ? | 4 pts |
| 3 | Présentez un exemple d'action politique protestataire. | 3 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°14-SSP-E3.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Quels sont les objectifs et les moyens des politiques de préservation de l'environnement ?

Document 1 :

Le plus immédiat, c'est sans doute la rénovation thermique destinée à diminuer drastiquement la consommation d'énergie par le bâtiment, premier gouffre à énergie de nos économies aujourd'hui. Le seul frein qui retient le démarrage de ladite rénovation, c'est le manque de financement.

Le chantier qui arrive en second, parce qu'il touche à la deuxième source de consommation d'énergies fossiles, c'est la mobilité : l'avion, la voiture et le train. Et cette fois, les complications sont substantielles. Non pas à cause de l'avion : nous apprendrons à organiser des visioconférences plutôt qu'à traverser les océans pour la moindre réunion de travail. Les difficultés arrivent dès lors que l'on cherche à substituer intelligemment le train à la voiture et au camion, ce qui exige des compromis politiques . Il faut donc revaloriser le transport public, tandis que l'urbanisme de nos villes exige d'être repensé.

Enfin, le troisième chantier, c'est celui de la transformation de nos modes de production de l'énergie : s'il n'est sans doute pas question de fermer toutes les centrales à charbon, du moins faut-il absolument y séquestrer le CO2 produit et investir massivement de manière à nous passer du charbon et en vue de réduire progressivement le gaz.

Source : Gaël GIRAUD, Illusion financière, Les éditions de l'atelier, 2012.

Document 2 : Taxes environnementales dans la zone euro en 2011, en % du PIB



Source : Alternatives économiques, HS n°100, 2^{ème} trimestre 2014.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Comparez les taxes environnementales aux Pays-Bas et en France en 2011. (Document 2) | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

| | | |
|---|--|-------|
| 2 | Qu'est-ce que la mobilisation électorale ? | 3 pts |
| 3 | Quelles sont les variables lourdes du comportement électoral ? | 4 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°15-SSP-E3.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

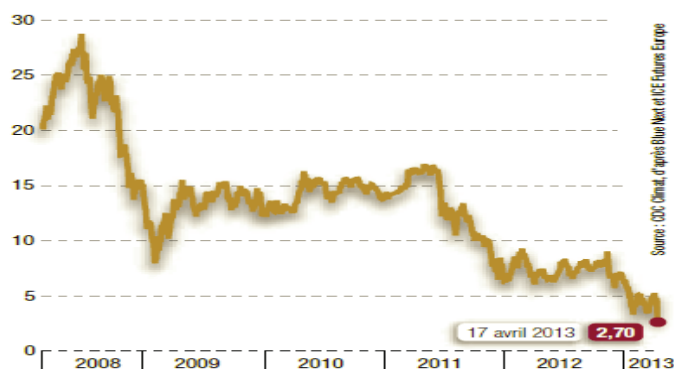
Montrez que les pouvoirs publics disposent d'instruments pour mener une politique climatique.

Document 1 :

Les Suédois ont mis en place, dès 1991, une taxe carbone qui porte sur la consommation d'énergie. Aux sceptiques qui affirment que cet impôt tue la croissance, ils répondent par leur bilan depuis l'introduction de la taxe, les rejets suédois de gaz à effets de serre ont été réduits de 9%, alors que dans le même temps, la croissance économique était de 48%. "Si nous n'avions pas eu cette taxe, les rejets de CO₂ auraient été supérieurs de 20% en 2010 au niveau de 1990", souligne Susanne Akerfeldt, conseillère au ministère des Finances. La taxe carbone rapporte chaque année à l'Etat suédois 15 milliards de couronnes (1,4 milliard d'euros). En 1991, lors de son lancement, son montant était de 27 euros la tonne de CO₂. Aujourd'hui, il atteint 108 euros par tonne. Les hausses successives des taxes sur les carburants ont fait baisser les rejets de CO₂ liés aux transports, un phénomène essentiellement dû aux voitures individuelles. [...] Une taxe carbone, estime-t-on à Stockholm, envoie un signal politique clair, celui du principe pollueur-payeur. Et la taxe est facile à administrer, insistent les Suédois [...]

Source : Olivier Truc, "En Suède, la taxe carbone a déjà fait ses preuves". Le Monde, 3 juillet 2009.

Document 2 : Prix de la tonne de CO₂ sur le marché européen du carbone (en euros)



Source : Alternatives Economiques n° 324 - mai 2013

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Mesurez l'évolution du prix de la tonne de CO ₂ sur le marché européen du carbone entre 2008 et 2013.(document 2) | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

| | | |
|---|--|-------|
| 2 | Présentez d'autres répertoires de l'action politique que le vote. | 4 pts |
| 3 | Donnez un exemple où s'applique le principe de subsidiarité en Europe. | 3 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°16-SSP-E3.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

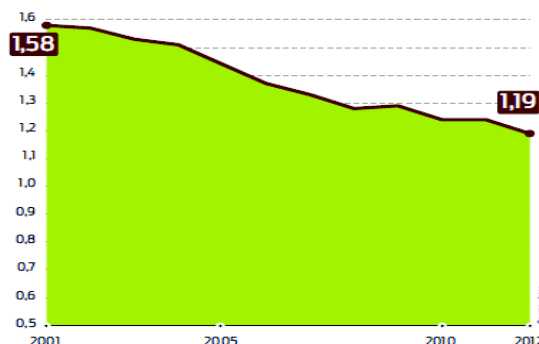
La taxation suffit-elle à préserver l'environnement ?

Document 1

Jusqu'à maintenant, l'utilisation de nombreux biens environnementaux (air, rivières, mers, nappes phréatiques, ressources halieutiques...) était gratuite. Mais cet état de fait a contribué à dégrader leur qualité à travers des pollutions ou même leur épuisement. C'est ce que les économistes appellent des "externalités négatives" : il y a externalité négative dès lors que la dégradation par chacun affecte la satisfaction que tous retirent de l'utilisation du bien. Or, si le coût social induit par cette dégradation est mal estimé ou n'est tout simplement pas pris en compte, les ménages, les entreprises et les acteurs publics n'auront aucune raison de modifier leur comportement : on est confronté à ce que les économistes appellent une défaillance de marché qu'il faut corriger. L'intervention publique devient alors légitime pour faire appliquer le principe "pollueur = payeur" : recourir à des taxes environnementales permet de rétablir la vérité des prix en y réintégrant le coût social susmentionné.

Source : Alternatives Economiques Hors Série n°100 deuxième trimestre 2014

Document 2 : Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, en % du PIB, en France



Source : Alternatives Economiques
Hors-Série n°100, 2014

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Mesurez l'évolution de la part de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques entre 2001 et 2012 (document 2) | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

| | | |
|---|---|-------|
| 2 | Quel est le rôle de la socialisation dans la formation des attitudes politiques ? | 4 pts |
| 3 | Quels sont les obstacles à la parité en politique en France ? | 3 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°17-SSP-S1.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que les inégalités sont multifformes.

Document 1 :

Les écarts de revenus dans les pays de l'OCDE

| Rapports inter déciles (D9/D1) | 2010 |
|--------------------------------|------|
| France | 3,4 |
| États Unis | 5,9 |
| Royaume Uni | 4,2 |
| Allemagne | 4 |
| Japon | 4,7 |
| Danemark | 2,7 |
| Italie | 4,3 |

Source : OCDE, 2011.

Document 2 : Les inégalités réelles sont produites par l'accumulation de petites inégalités qui finissent par créer des écarts considérables [...]. Rien ne montre mieux ce processus que la formation des inégalités scolaires. La part qui revient aux inégalités initiales (par exemple le milieu social des parents) est à la fois précoce et relativement faible lorsqu'on mesure les performances de très jeunes élèves. Mais, au fil du parcours scolaire, ces inégalités ne cessent de se creuser. On sait que la concentration des élèves les plus faibles dans les mêmes classes et dans les mêmes écoles accentue leur faiblesse relative. On sait aussi que les maîtres sont moins optimistes à l'égard de ces élèves et que, leurs parents étant moins ambitieux et moins bien informés, les inégalités s'accroissent encore. Les familles modestes utilisent moins de ressources éducatives non scolaires (visites de musées, jeux éducatifs ...) et, en fin de parcours, les petites inégalités initiales se sont transformées en grandes inégalités scolaires.

Source : F. Dubet, Les places et les chances, Le Seuil, 2010.

*** Questions complémentaires : 10 points**

- Question complémentaire de savoir-faire

| | | |
|---|---|-------|
| 1 | Comparez les données statistiques relatives à la France et aux États-Unis. (document 1) | 3 pts |
|---|---|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques)

| | | |
|---|--|-------|
| 2 | Qu'est-ce-que le principe de subsidiarité ? | 4 pts |
| 3 | Présentez les différents répertoires de l'action politique actuelle. | 3 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°18-SSP-S1.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que l'âge peut être source d'inégalités dans la société française actuelle.

Document 1 : Statut d'emploi et situation de sous-emploi des actifs occupés selon le sexe et l'âge

| | Effectif total (milliers) | Répartition par statut (%) | |
|-------------------------------|------------------------------|----------------------------|-------------|
| | | Ensemble | 15-24 ans |
| Non-salariés | 2 956 | 11,5 | 2,4 |
| Salariés | 22 799 | 88,5 | 97,6 |
| Dont : | | | |
| Intérimaires | 503 | 2,0 | 6,3 |
| Apprentis | 390 | 1,5 | 17,4 |
| Contrats à durée déterminée | 2 179 | 8,5 | 26,6 |
| Contrats à durée indéterminée | 19 727 | 76,5 | 47,3 |
| Ensemble | 25 754 | 100,0 | 100,0 |
| Temps complet | 21 119 | 82,0 | 76,9 |
| Temps partiel | 4 635 | 18,0 | 23,1 |

Champ : population en emploi de 15 ans ou plus, vivant en France métropolitaine

Source : Insee, enquête Emploi 2012.

Document 2 :

Dans les années 1960, l'âge ne constituait pas une source de clivage sensible. Autant le statut social, le montant des rémunérations, la [...] formation et le sexe constituaient des lignes de fracture [...], autant les différences d'âge demeuraient, dans la famille comme dans les entreprises, la source de tensions plutôt faibles. La césure opérée par l'âge séparait à l'époque les actifs, jeunes et moins jeunes, des retraités. Les personnes âgées disposaient en moyenne de faibles ressources et souffraient d'un état de santé dégradé. Il n'en va plus de même aujourd'hui : la situation des retraités et des personnes âgées s'est considérablement améliorée en matière de ressources, de santé et d'espérance de vie. Celle des jeunes s'est en revanche beaucoup détériorée. (...) Frappés de plein fouet par le ralentissement de la croissance [...] des années 1970, la jeunesse [...] a payé le plus lourd tribut aux mutations profondes du marché du travail: chômage, précarité, petits boulots, intensification du travail, flexibilité, le tout sur fond d'insécurité sociale et professionnelle. La moitié des salariés embauchés en CDD, en stage ou en apprentissage a aujourd'hui moins de vingt-neuf ans, alors que la moitié des salariés recrutés en CDI a plus de quarante-trois ans.

Source : Christian Baudelot (2011), « L'héritage contre le mérite », in Refaire société, Seuil, Coll. La République des Idées.

*** Questions complémentaires : 10 points**

- Question complémentaire de savoir-faire

| | | |
|---|---|-------|
| 1 | Interprétez les données grisées encadrées. (document 1) | 4 pts |
|---|---|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques)

| | | |
|---|--|------|
| 2 | Qu'est-ce que le principe de subsidiarité ? | 3pts |
| 3 | Montrez que le vote n'est pas le seul répertoire d'action politique. | 4pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°19-SSP-S1.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que le concept de classe sociale est encore pertinent pour analyser la structure sociale en France aujourd'hui.

Document 1 : Niveau de vie moyen par décile (en euro 2011)

| | 2003 | 2011 |
|---|-------------|---------------|
| Niveau de vie < 1er décile | 8 230 | 8 000 |
| Niveau de vie entre le 1er et le 2ème décile | 11 550 | 11 890 |
| Niveau de vie entre le 2ème et le 3ème décile | 13 730 | 14 280 |
| Niveau de vie entre le 3ème et le 4ème décile | 15 630 | 16 370 |
| Niveau de vie entre le 4ème et le 5ème décile | 17 500 | 18 460 |
| Niveau de vie entre le 5ème et le 6ème décile | 19 540 | 20 690 |
| Niveau de vie entre le 6ème et le 7ème décile | 21 950 | 23 320 |
| Niveau de vie entre le 7ème et le 8ème décile | 25 170 | 26 880 |
| Niveau de vie entre le 8ème et le 9ème décile | 30 330 | 32 710 |
| Niveau de vie > 9ème décile | 49 890 | 58 700 |
| Ensemble | 21 350 | 23 130 |

Champ : France métropolitaine, population des ménages, individus dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul.

Source : Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2003 à 2004, Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005 à 2011.

Document 2 : En s'en tenant à la population de plus de 15 ans, il y a actuellement en France 9,8 millions d'ouvriers (dont 6,4 millions actifs) et un peu moins de 12 millions d'employés (dont 8,2 millions d'actifs). Les classes populaires, bien qu'invisibles, faute d'être représentées, sont « encore » majoritaires : elles représentent 51 % de la population employée, et un salarié sur cinq est ouvrier ou employé non qualifié, soit 5,5 millions de personnes. [...]

Après la crise des années 1930, le choc de la guerre, puis la menace communiste, s'établit le compromis social de la période fordienne. [...] Mais le démantèlement du secteur public (privatisation des banques et des assurances), la déréglementation financière et la mise au pas des salariés par le chômage de masse, sous la menace de la concurrence mondialisée, contribuent ensuite au renversement du rapport de force et au basculement vers un capitalisme financier. [L'] alliance entre la bourgeoisie financière et le haut management, tous deux en voie d'internationalisation, relègue la majorité des cadres à leur condition de salariés (certes relativement bien payés, mais sous pression permanente et de plus en plus précarisés).

Source : P. Combemale, « Le tourbillon des classes sociales », Alternatives économiques, Hors-série n°89, 2011.

*** Questions complémentaires : 10 points**

- Question complémentaire de savoir-faire

| | | |
|---|---|-------|
| 1 | Faites une phrase avec les données soulignées. (document 1) | 4 pts |
|---|---|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques)

| | | |
|---|--|------|
| 2 | A l'aide d'un exemple que vous développerez, illustrez les conséquences de la construction européenne sur l'action publique. | 3pts |
| 3 | Qu'est-ce qu'un « vote sur enjeux » ? | 3pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°20-SSP-S1.2

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Comment expliquer les évolutions contemporaines de la mobilité sociale en France ?

Document 1 : Table de mobilité (destinée) des hommes de 40 à 59 ans en 2003 (en %)

| Catégorie socioprofessionnelle du fils | Catégorie socioprofessionnelle du père | | | | | |
|---|--|--|---|--------------------------|---------|---------|
| | Agriculteur | Artisan, commerçant, chef d'entreprise | Cadre et profession intellectuelle supérieure | Profession intermédiaire | Employé | Ouvrier |
| Agriculteur | 22 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Artisan, commerçant, chef d'entreprise | 6 | 21 | 6 | 8 | 7 | 8 |
| Cadre et profession intellectuelle supérieure | 9 | 22 | <u>52</u> | <u>33</u> | 22 | 10 |
| Profession intermédiaire | 17 | 24 | 26 | 33 | 28 | 23 |
| Employé | 9 | 9 | 6 | 9 | 17 | 12 |
| Ouvrier | 37 | 24 | 9 | 17 | 26 | 46 |
| Ensemble | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Champ : hommes actifs ayant un emploi ou anciens actifs ayant eu un emploi, âgés de 40 à 59 ans en 2003.

Source : INSEE, enquête FQP, données sociales 2006-2003.

Document 2 :

Bref, si l'on considère le statut d'emploi, le déclassement est loin d'être un fantasme. Un autre élément explique le décalage entre les statistiques sur la mobilité sociale totale et la perception qu'en ont les jeunes générations : l'élévation considérable du niveau de qualification. Entre 1982 et 2008, la part des 15-25 ans ayant au moins le niveau du bac ou du brevet professionnel est passée de 25,1 % à 54,7 %. [...] En 2000, 42 000 jeunes sortaient au maximum avec le niveau de la troisième. Même si l'investissement scolaire tend à se réduire depuis le milieu des années 1990, il a été massif en France, notamment dans les années 1980. Or, parce qu'elles sont bien plus diplômées que leurs devancières, les jeunes générations arrivent sur le marché du travail avec des attentes plus élevées.

[...] Dans toutes les couches sociales, obtenir un bon diplôme est devenu une préoccupation majeure, comme le montre l'exemple des familles ouvrières. Un jeune peut avoir fait des études plus longues que ses parents, mais se retrouver en situation délicate au moment d'entrer sur le marché du travail.

Source : Alternatives Économiques, Hors-Série n°085, avril 2010.

*** Questions complémentaires : 10 points**

- Question complémentaire de savoir-faire

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Donnez la signification de deux données soulignées. (document 1) | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques)

| | | |
|---|---|------|
| 2 | Qu'est-ce que la parité ? | 4pts |
| 3 | Présentez un exemple d'application du principe de subsidiarité. | 3pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 – Sciences Economiques et Sociales
Epreuve orale de contrôle – Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°21-SSP-S1.2

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que la famille peut être source de reproduction sociale

Document 1 : Extrait de la table de destinée sociale des hommes de 40 ans et plus en 2003

| En % | Groupe socioprofessionnel des fils en 2003 | | | |
|---|--|--------------------------|---------|---------|
| Groupe socioprofessionnel du père | Cadres et profession intellectuelle supérieure | Profession intermédiaire | Employé | Ouvrier |
| Cadre et profession intellectuelle supérieure | 53,9 | 24,4 | 7 | 7,8 |
| Profession intermédiaire | 33,7 | 33,3 | 10 | 15,8 |
| Employé | 22,1 | 29,4 | 16,6 | 26 |
| Ouvrier | 10,8 | 23,5 | 13,2 | 45,4 |
| Ensemble | 19,9 | 24,7 | 11,3 | 31,3 |

Champ : hommes actifs occupés ou anciens actifs occupés en mai 2003, âgés d'au moins 40 ans

Source : d'après l'enquête FQP, INSEE, 2003

Document 2

L'influence du « capital culturel » familial semble déterminante (dans les parcours scolaires) : le déroulement de la scolarité s'avère en effet plus sensible au niveau d'instruction, en particulier celui de la mère, qu'au niveau économique ou matériel de la famille. Les différences d'ambition que nourrissent les parents à l'égard de la scolarité de leurs enfants ne sont pas non plus sans influence sur les inégalités sociales de parcours scolaires. Ainsi, les cadres sont 75% à souhaiter que leurs enfants poursuivent leurs études jusqu'à 20 ans au moins, alors que les ouvriers non qualifiés ne sont que 47% dans ce cas. Les abandons prématurés d'études présentent un aspect intergénérationnel que l'on peut expliquer à la fois par les difficultés à aider les enfants en difficulté et par une limitation des attentes vis-à-vis de l'école, voire l'acceptation de l'échec scolaire comme une fatalité sur laquelle la famille a peu de prise.

Source : Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, rapport 2003-2004.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- **Question complémentaire de savoir-faire :** 4 points

| | | |
|----------|--|----------|
| 1 | Donnez la signification des données soulignées et en gras (document 1) | 4 points |
|----------|--|----------|

- **Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) :** 6 points

| | | |
|----------|--|----------|
| 2 | Qu'est-ce que le pluralisme politique ? | 3 points |
| 3 | Donnez un exemple de gouvernance multi-niveaux | 3 points |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°22-SSP-S1.2

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez les effets de l'évolution de la structure socioprofessionnelle sur la mobilité sociale.

Document 1 : Table de destinée sociale en France, en 2003, en %

| Catégorie socioprofessionnelle du fils ↓ | Catégorie socioprofessionnelle du père | | | | | | Ensemble |
|---|--|-----|----------|-----|-----|-----|-----------|
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | |
| (1) Agriculteur | 22 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 4 |
| (2) Artisan, commerçant, chef d'entreprise | 6 | 21 | 6 | 8 | 7 | 8 | 9 |
| (3) Cadre et profession intellectuelle supérieure | 9 | 22 | 52 | 33 | 22 | 10 | 19 |
| (4) Profession intermédiaire | 17 | 24 | 26 | 33 | 28 | 23 | 24 |
| (5) Employé | 9 | 9 | 6 | 9 | 17 | 12 | 11 |
| (6) Ouvrier | 37 | 24 | 9 | 17 | 26 | 46 | 34 |
| Ensemble | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | |
| Ensemble | 16 | 12 | 8 | 11 | 9 | 43 | 100 |

Champ : hommes actifs ayant un emploi ou anciens actifs ayant eu un emploi, âgés de 40 à 59 ans en 2003.

Source : Insee, enquête FQP, 2003

Document 2 : L'analyse de l'évolution, au fil des générations, des flux de mobilité ascendante et descendante laisse entrevoir une dégradation progressive des perspectives de mobilité sociale. Ce sont les cohortes nées dans les années 1940 (...) qui connaissent les perspectives de mobilité sociale les plus favorables. Plus favorables, à âge égal, que les générations qui les suivent. (...) C'est en raison d'une dynamique de la structure sociale nettement moins favorable. (...) A 30 ans les baby-boomers sont insérés sur un marché du travail où la part des cadres et professions intermédiaires augmente depuis vingt ans de 0,5 % par an. A 30 ans, les natifs de 1960 sont sur un marché du travail qui voit la part de ce salariat se diffuser plus lentement et de manière plus saccadée. En réalité ce sont les effets de la crise économique qui s'installe dans les années 1970 qui expliquent la dynamique moins favorable de la structure sociale.

Source : Camille Peugny, *Le déclassement*, Editions Grasset, 2009

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Donnez la signification des données soulignées et en gras (document 1) | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Economie approfondie) : 7 points

| | | |
|---|---|-------|
| 2 | Expliquez en quoi la V ^{ème} République est un régime semi-présidentiel. | 4 pts |
| 3 | Présentez une explication de la montée de l'abstention en France. | 3 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement spécifique (coefficient 7)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°23-SSP-S2.1

***Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que l'école est source d'intégration sociale.

Document 1 : Situation professionnelle des jeunes et conditions d'emploi trois ans après la sortie.

| | Ensemble des sortants | | Ensemble des sortants en emploi | |
|--|-----------------------|---------------------|--|--|
| | Taux d'emploi (%) | Taux de chômage (%) | Part des jeunes en CDI ou fonctionnaires (%) | Salaire médian net mensuel (en euros courants) |
| Sans diplôme | 48 | 40 | 37 | 1140 |
| CAP ou BEP | 70 | 24 | 54 | 1200 |
| Bac professionnel ou technologique | 75 | 15 | 54 | 1250 |
| Bac général | 55 | 19 | 43 | 1200 |
| Bac+2 | 86 | 9 | 68 | 1460 |
| Licence (bac+3) | 80 | 11 | 71 | 1480 |
| Master 2, Ecole d'ingénieur ou de commerce (Bac+5) | 88 | 9 | 72 | 2000 |
| Doctorat (Bac+8) | 92 | 5 | 59 | 2220 |
| Ensemble | 73 | 18 | 60 | 1380 |

Champ : ensemble des sortants de formation initiale (en 2007).

Source : Céreq, enquête 2010 auprès de la génération 2007.

Document 2 :

La première dimension de l'intégration républicaine (Jules Ferry) était de l'ordre de la citoyenneté et de la nation. L'école républicaine était portée par le projet politique de fonder la République. Elle devait apprendre aux enfants les valeurs des Lumières et de la patrie.

[...]L'école intégrait les citoyens dans la mesure où elle avait pour tâche d'affaiblir les particularismes et les langues locales. Bref, elle intégrait les enfants parce qu'elle devait intégrer la société française elle-même.

Source : F. Dubet, « L'exclusion scolaire: quelles solutions? », S. Paugam (dir.) *L'Exclusion : l'état des savoirs*, La Découverte, 1996

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

| | | |
|---|---|-------|
| 1 | Mesurez l'écart de taux de chômage entre les détenteurs d'un bac+5 et les sans diplôme. | 3 pts |
|---|---|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

| | | |
|---|--|-------|
| 2 | Comment expliquer l'abstention ? | 4 pts |
| 3 | Qu'est-ce qu'un régime parlementaire ? | 3 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°24-SSP-S2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Quelles sont les instances qui participent à la cohésion sociale ?

Document 1 :

Selon vous, aujourd'hui en France, qu'est-ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale ? (en %)



Champ : Enquête réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 2006 personnes âgées de 18 ans et plus.

Source : Enquête « Conditions de vie et Aspirations », CRÉDOC, 2011.

Document 2 :

Rungis ça a changé énormément, Rungis c'est une usine, vous comprenez ? Je vais vous expliquer. Aux Halles de Paris¹, on se connaissait tous, on se voyait tous les jours, on voyait les mêmes personnes, on était en contact intimement avec tout le monde vous voyez, c'était une ambiance ... Une vie collective, confraternelle parce que y en avait un qui peinait, qui poussait un chariot de viande [...] un type passait à côté, bah, il lui demandait même pas, il l'aidait à pousser le chariot [...] même les patrons des fois ils arrivaient, ils vous donnaient la main, vous voyez, or Rungis ça a été fini, ça n'a plus existé, on se connaissait plus, ça a été l'usine. [...] Et y avait plus cette ambiance qu'on avait pour casser la croûte par exemple, on sortait avec un kilo de bidoche, on allait au café, « Tiens, tu me feras cuire ça pour tout à l'heure », on buvait un pot, on repartait au boulot.

1 : Les Halles formaient le grand marché alimentaire de Paris jusqu'à la décision prise en 1962 de leur déplacement à Rungis et La Villette.

Source : C. BAUDELLOT, M. GOLLAC, *Travailler pour être heureux ? Le bonheur et le travail en France*, Fayard, 2003.

*** Questions complémentaires : 10 points**

- Question complémentaire de savoir-faire

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Donnez la signification des données concernant l'école et l'entraide au sein de la famille. (document 1) | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques)

| | | |
|---|---|------|
| 2 | Qu'est-ce que la société civile organisée ? | 3pts |
| 3 | Illustrez à l'aide d'un exemple le principe de subsidiarité ? | 4pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°25-SSP-S2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez comment les évolutions récentes du travail peuvent fragiliser son rôle dans l'intégration sociale.

Document 1 : Statut et type de contrat selon l'âge en 2012

| Statut d'emploi | 15-24 ans | 25-49 ans | 50 ans ou plus | Ensemble des 15 ans ou plus |
|-------------------------------|--------------|---------------|----------------|-----------------------------|
| Non-salariés | 2,4 | 10,5 | 16,4 | 11,5 |
| Salariés | 97,6 | 89,5 | 83,6 | 88,5 |
| Intérimaires | 6,3 | 1,9 | 0,7 | 2 |
| Apprentis | 17,4 | 0,2 | 0 | 1,5 |
| Contrats à durée déterminée | <u>26,6</u> | 7,8 | 4,7 | 8,5 |
| Contrats à durée indéterminée | 47,3 | 79,6 | 78,2 | 76,6 |
| Ensemble | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Effectif (en milliers) | 2 096 | 16 505 | 7 154 | 25 754 |

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes en emploi de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi 2012.

Document 2 :

Loin de séparer, la division du travail renforce la complémentarité entre les membres d'une société. Non seulement elle donne à chacun, si monotone que soit sa tâche, le sentiment de son utilité, mais elle le transforme de l'intérieur, le socialise, et lui fait partager avec d'autres une « même vie morale ». [...] C'est ce que montre l'entretien avec Yves L., 62 ans, chauffeur-livreur à Rungis. [...]

« Rungis ça a changé énormément, Rungis c'est une usine, vous comprenez ? Je vais vous expliquer. Aux Halles de Paris⁽¹⁾, on se connaissait tous, on se voyait tous les jours, on voyait les mêmes personnes, on était en contact intimement avec tout le monde vous voyez, c'était une ambiance... Une vie collective, confraternelle parce que y en avait un qui peinait, qui poussait un chariot de viande [...] un type passait à côté, bah, il lui demandait même pas, il l'aidait à pousser le chariot [...] même les patrons des fois ils arrivaient, ils vous donnaient la main, vous voyez, or Rungis ça a été fini, ça n'a plus existé, on se connaissait plus, ça a été l'usine. [...] Et y avait plus cette ambiance qu'on avait pour casser la croûte par exemple, on sortait avec un kilo de bidoche, on allait au café, "Tiens, tu me feras cuire ça pour tout à l'heure", on buvait un pot, on repartait au boulot. »

Source : C. Baudelot, M. Gollac et alii., *Travailler pour être heureux ? Le Bonheur et le travail en France*, Fayard, 2003.

1 : Les Halles formaient le grand marché alimentaire de Paris jusqu'à la décision prise en 1962 de leur déplacement à Rungis et La Villette.

*** Questions complémentaires : 10 points**

- Question complémentaire de savoir-faire

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Donnez la signification de la donnée soulignée. (document 1) | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques)

| | | |
|---|--|------|
| 2 | Comment les partis politiques mobilisent-ils les électeurs ? | 4pts |
| 3 | Expliquez et illustrez le principe de subsidiarité. | 3pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°26-SSP-S2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Expliquez pourquoi la famille reste une instance essentielle d'intégration sociale.

Document 1 : Des évolutions démographiques transforment la famille

| | 1960 | 1970 | 1980 | 1990 | 2000 | 2005 | 2009 |
|------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Mariages | 319 944 | 393 686 | 334 377 | 287 099 | 297 922 | 276 303 | 245 151 |
| PACS | - | - | - | - | 22 108 | 59 837 | 173 045 |
| Divorces | 30 182 | 38 949 | 81 156 | 105 813 | 114 005 | 152 020 | 127 578 |
| Naissances | 819 819 | 850 381 | 800 376 | 762 407 | 774 782 | 774 355 | 793 420 |
| Naissances hors mariage en % | 6,1 | 6,8 | 11,4 | 30,1 | 42,6 | 47,4 | 52,9 |

Source : INED.

Document 2 :

La famille, que l'on dit déstabilisée, reste pour sa part le lieu de l'entraide et de la solidarité intergénérationnelle. Un véritable rempart contre l'exclusion. Claudine Attias-Donfut et Martine Segalen ont montré à travers deux enquêtes, que les échanges entre enfants, parents, grands-parents et arrière grands-parents sont devenus importants avec l'allongement de la vie. Ils se traduisent par des rencontres, par une solidarité affective devant les difficultés de la vie, mais aussi par un soutien matériel. Selon les deux sociologues, ces relations ont un rôle essentiel ; « dicté par l'esprit de famille, c'est-à-dire une façon d'être entre soi, qui conforte liens et continuité, tout en ménageant l'autonomie de chacun... Parallèlement, alors que le nombre de divorces augmente, les liens qui unissent les couples qui durent n'en sont que plus forts. D'une manière générale, la famille reste une valeur forte et même le « pilier des identités », pour reprendre le titre d'une enquête de l'INSEE réalisée en 2003. A la question « Qu'est ce qui permet le mieux de dire qui vous êtes ? », les trois quarts des personnes citent leur famille en premier loin devant le métier et les amis ».

Source : Lucie Baume, « Le lien social, ciment du vivre ensemble », *Alternatives Économiques*, n°261, septembre 2007.

*** Questions complémentaires : 10 points**

- Question complémentaire de savoir-faire

| | | |
|---|---|-------|
| 1 | Donnez la signification du chiffre « 42,6 » en rédigeant une phrase. (document 1) | 3 pts |
|---|---|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques)

| | | |
|---|---|-------|
| 2 | Qu'est-ce que la socialisation politique ? | 3 pts |
| 3 | Quels sont les obstacles à la parité en politique ? | 4pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°27-SSP-S2.2

***Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous expliquerez l'évolution des conflits du travail en France depuis le début des années 1980.

Document 1

Toutes les formes de conflits ont progressé entre les deux enquêtes¹, à l'exception des grèves de deux jours et plus qui ont légèrement diminué (...). Lorsqu'ils décident un arrêt de travail, les salariés privilégient de plus en plus le débrayage, c'est-à-dire des arrêts inférieurs à la journée. (...) Moins coûteuse et parfois aussi efficace, du point de vue des salariés, cette modalité d'action est surtout présente dans l'industrie et dans les établissements qui ont mis en place une organisation du travail en flux tendus. (...) Mais ce sont surtout les actions collectives sans arrêt du travail qui ont contribué à la hausse globale de la conflictualité. Comme en 1992 et 1998, la pétition reste la forme d'action la plus citée : elle est présente dans 11 % des établissements de 20 salariés et plus. Le refus d'heures supplémentaires est, en revanche, trois fois plus présent en 2004 qu'en 1998. Ce type de conflit est souvent cité comme la seule forme d'action collective dans les petits établissements de moins de 100 salariés. Dans ces petites unités, le conflit ouvert, et en particulier la grève, est rare. Les litiges débouchent plutôt sur des formes individualisées de protestation.

1. Enquêtes REPOSE (Relations professionnelles et négociations d'entreprises) 1998-1999 et 2004-2005

Source : « Des conflits du travail plus nombreux et plus diversifiés », Premières synthèses, Dares, février 2007

Document 2 : Données relatives à l'évolution du marché du travail, du taux de syndicalisation et du nombre de journées individuelles non travaillées pour fait de grève en France

| | 1982 | 1992 | 2002 | 2012 |
|---|---------|-------|--------------------|------------------|
| Journées individuelles non travaillées pour fait de grève dans les entreprises (en milliers) | 2 250.5 | 395.2 | 248.1 ¹ | nd ² |
| Taux de syndicalisation (en %) | 17 | 9.8 | 8.1 | 7.6 ³ |
| Taux de chômage (en %) | 6.9 | 9.0 | 7.9 | 9.8 |
| CDD, intérimaires et apprentis (en % de l'emploi) | 5.3 | 7.4 | 9.9 | 12.0 |
| Part de quelques PCS dans l'emploi (en %) | | | | |
| Cadres et professions intellectuelles supérieures | 7.9 | 11.8 | 14.3 | 18 |
| Ouvriers | 30.4 | 31.5 | 24.8 | 20.8 |

1. Toutes entreprises jusqu'en 1996 ; hors entreprises publiques du transport après 1996 ; 2. Série interrompue en 2004 ; 3. En 2008

Source : OCDE et Enquêtes emploi Insee

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Montrez l'évolution du taux de syndicalisation entre 1982 et 2002. | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

| | | |
|---|--|-------|
| 2 | Quel rôle joue les médias sur les attitudes politiques ? | 3 pts |
| 3 | Quelles sont les caractéristiques principales d'un régime présidentiel ? | 4 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Les syndicats sont-ils aujourd'hui des instances essentielles d'encadrement des mouvements sociaux ?

Document 1 : Adhésion syndicale en fonction du statut de l'emploi

| Statut de l'emploi | Titulaires de la fonction publique | Salariés sous CDI à temps complet | Salariés sous CDI à temps partiel | Salariés sous CDD | Intérimaires |
|------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|-------------------|--------------|
| Taux de syndicalisation en % | 16,7 | 6,5 | 5,8 | 3 | 0,9 |

Source : *Les transformations du paysage syndical depuis 1945*, Thomas AMOSSÉ, Marie-TÉRESA PIGNONI, Données sociales, 2006.

Document 2 :

« Nantes vient de décrocher le maillot vert de la ville la plus dynamique contre la loi Taubira, dans le sondage du site «Ta ville en action» », s'exclame Lionel, chargé de la logistique à La Manif pour tous et tenant à garder l'anonymat.

Pour des novices du pavé, loin d'être issus des milieux syndicalistes, cela peut paraître étonnant. « Pas tant que cela », tempère Thibault Gautier, coordinateur national pour la mobilisation de la manifestation du 24 mars. « La Manif pour tous c'est un peu comme une entreprise. Nous avons plusieurs services en central à Paris : pilotage, relations humaines, logistique, mobilisation, presse, sécurité, et nous déclinons le schéma en région », détaille-t-il. Mailing, appels téléphoniques, tractage, enrichissement des réseaux sociaux et des sites Internet du collectif, chaque fois l'opération se perfectionne. « Ça va de plus en plus vite, on a pris l'habitude », explique Sébastien Pilard. D'autant plus habitués que les bénévoles de La Manif pour tous ont le profil idéal. « Nous sommes chômeurs, mères au foyer ou retraités avec du temps à revendre, chefs d'entreprise avec des compétences en informatique ou en gestion à donner », rapporte Thibault.

Source : Le Monde, 5 mai 2013.

*** Questions complémentaires : 10 points**

- Question complémentaire de savoir-faire

| | | |
|---|---|-------|
| 1 | À l'aide d'un calcul approprié, mesurez l'écart entre le taux de syndicalisation des titulaires de la fonction publique et des intérimaires. (document 1) | 3 pts |
|---|---|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques)

| | | |
|---|---|------|
| 2 | Quels sont les facteurs explicatifs de l'abstention électorale ? | 4pts |
| 3 | Pourquoi le régime de la 5 ^{ème} République peut-il être qualifié de « semi-présidentiel » ? | 3pts |

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°29-SSP-RC1.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Quels sont les avantages et les limites des politiques de redistribution ?

Document 1 : Montants moyens des prélèvements et prestations par unité de consommation* en 2010 (en euros)

| | Q1 ** | Q2 | Q3 | Q4 | Q5 *** |
|-----------------------------|--------|---------|---------|---------|----------|
| Revenu avant redistribution | 7 400 | 15 489 | 21 191 | 28 243 | 53 582 |
| Prélèvements | - 440 | - 1 258 | - 2 466 | - 4 129 | - 10 621 |
| Prestations | 4 332 | 1 418 | 1 067 | 819 | 600 |
| Revenu après redistribution | 11 292 | 15 649 | 19 792 | 24 933 | 43 561 |

(*) Système de pondération permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes.

(**) Q1 : 20 % des personnes les plus modestes (***) Q5 : 20 % des personnes les plus aisées

D'après M-C Cazenave et alii, « La redistribution : état des lieux en 2010 et évolution depuis 20 ans », INSEE 2011.

Document 2 :

Le RMI, était [...] susceptible de créer des trappes, c'est-à-dire des situations où un individu tend à être maintenu dans une situation qui ne lui est pas favorable. Il y a trappe à chômage ou à inactivité s'il existe une désincitation à reprendre un emploi, et trappe à pauvreté s'il y a désincitation à augmenter son revenu d'activité. [...] Pour un célibataire une reprise d'emploi à mi-temps payé au SMIC était a priori avantageuse relativement au RMI. Ce n'est pas le cas pour une personne isolée avec enfant ou un couple (avec ou sans enfant) puisque le RMI tient compte de la configuration familiale. Le développement des emplois à temps partiel et de faible durée n'a pas permis de garantir que la reprise d'un emploi soit rémunératrice pour le bénéficiaire. [...] La prise de conscience de l'importance de la pauvreté laborieuse et des effets pervers créés par les mécanismes d'assistance comme le RMI explique largement les différentes réformes qui ont conduit à la création du RSA.

Denis ANNE, « Le RSA », Ecoflash, n°249, SCEREN-CNDP, juin 2010

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

| | | |
|---|---|-------|
| 1 | Mesurez l'impact de la redistribution sur les revenus pour Q1. (document 1) | 3 pts |
|---|---|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

| | | |
|---|--|-------|
| 2 | En quoi la séparation des pouvoirs exécutif et législatif est-elle souple dans un régime parlementaire ? | 4 pts |
| 3 | Qu'est-ce que la culture politique ? | 3 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°30-SSP-RC1.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Comment la redistribution permet de lutter contre les inégalités de revenu ?

Document 1

Dans le cas des pensions de retraite, des allocations chômage ou des indemnités maladie, la redistribution s'assigne un but assurantiel : couvrir le risque lié à la suspension d'activité. Le lien entre les contributions à la sécurité sociale et les pensions et allocations chômage perçues en retour est toujours clairement identifié. En revanche, dans le cas des minima sociaux et des allocations familiales, la préoccupation redistributive est au premier plan et n'est pas liée à une contrepartie en termes de prélèvements. Les prélèvements ne sont pas du même type : essentiellement verticale en direction des plus pauvres dans le cas des minima sociaux*, la redistribution est principalement horizontale au profit des familles nombreuses dans le cas des allocations familiales.

Source : Alain TRANNOY, « La redistribution : mécanismes, circuits et résultats » Cahiers français n° 343, mars-avril 2008.
(*)Les *minima sociaux* visent à assurer un revenu minimal à une personne en situation de précarité

Document 2 : montant moyen des prélèvements et prestations par unité de consommationen 2012 (en euros)**

| | D1(premier décile) | D10(dernier décile) | ensemble |
|---------------------------------------|---------------------|----------------------|----------|
| Revenus avant redistribution (A) | 4128 | 72 195 | 25 649 |
| Cotisations et contributions sociales | - 209 | - 5 716 | - 1 804 |
| Impôts directs | 45 | - 10 170 | - 1 719 |
| Prestations familiales | 1 925 | 298 | 718 |
| Aides au logement | 1 831 | 18 | 351 |
| Minima sociaux | 2 229 | 29 | 360 |
| Revenu après redistribution (B) | 9 949 | 56 654 | 23 555 |
| Taux de redistribution (B-A)/A en (%) | <u>141</u> | -21,5 | - 8,2 |

Source : INSEE, revenus fiscaux et sociaux, enquête 2012

(**) Système de pondération permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Donnez la signification de la valeur soulignée. (document 2) | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

| | | |
|---|---|-------|
| 2 | Expliquez la notion de séparation des pouvoirs. | 3 pts |
| 3 | Comment se forment les attitudes politiques ? | 4 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°31-SSP-RC1.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez comment les pouvoirs publics peuvent contribuer à la réduction des inégalités.

Document 1 : Taux de pauvreté (en %) au seuil de 60% du revenu médian

| Pays | Avant redistribution | Après redistribution |
|-------------|----------------------|----------------------|
| Danemark | 24,4 | 13,4 |
| France | 37,6 | 13,5 |
| Allemagne | 35,6 | 14,8 |
| Espagne | 31 | 20,6 |
| Royaume Uni | 34,9 | 18,4 |
| Etats-Unis | 31,7 | 24,4 |

Source : base de données OCDE, 2010

Note : Taux de pauvreté = proportion des ménages dont le revenu pour une année donnée est inférieur à 60% du revenu médian des ménages résidents.

Document 2 :

La création d'équipements collectifs (...) vise à « démarchandiser »*, comme dit Esping Andersen, l'accès à certains biens. Ici, l'égalité procède moins de l'égalisation des revenus que de la mise à disposition de tous de biens longtemps réservés à quelques-uns. C'est le cas notamment des transports publics, de l'implantation des services publics, de l'éducation et de tous les équipements publics gratuits parce que leur charge est répartie sur l'ensemble des contribuables. Ces biens n'entrent pas directement dans la statistique qui mesure les inégalités sociales ; pourtant, eux aussi contribuent à l'égalisation progressive des places, puisque chacun peut en bénéficier. D'ailleurs, la République a longtemps conçu son rôle social par rapport à l'équipement du territoire, chaque commune devant avoir ses écoles, son collège, sa poste, son commissariat, sa piscine, sa bibliothèque, sa salle polyvalente, etc. Les services publics et leur gratuité sont perçus comme une des conditions de l'égalité des places.

Source : *Les places et les chances*, DUBET François, 2010.

(*) Soustraire de la sphère marchande.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | A l'aide de calculs appropriés, comparez la France aux Etats-Unis (document 1) | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

| | | |
|---|--|-------|
| 2 | Qu'est-ce que la démocratie participative ? | 3 pts |
| 3 | Quels sont les principaux modes de scrutin en France ? | 4 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°32-SSP-RC1.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez par quels moyens les pouvoirs publics mettent en œuvre la redistribution.

Document 1 : Montants moyens des prélèvements et des prestations en 2010 (en euros)

| | Revenus moyens par unité de consommation ⁽¹⁾ par quintile ⁽²⁾ | | | | |
|--|---|---------|---------|---------|-----------------|
| | Q1 | Q2 | Q3 | Q4 | Q5 |
| Revenu avant redistribution | 7 382 | 15 708 | 21 703 | 29 146 | 54 601 |
| PRELEVEMENTS | - 446 | - 1 249 | - 2 501 | - 4 137 | - 10 881 |
| PRESTATIONS | 4 439 | 1 571 | 1 077 | 849 | 623 |
| Revenu disponible (revenu après redistribution) | 11 376 | 16 030 | 20 278 | 25 857 | 44 342 |

Source : D'après « France Portrait social 2012 », INSEE.

⁽¹⁾ Revenu moyen qui tient compte de la composition des ménages. ⁽²⁾ L'ensemble des ménages a été réparti dans cinq catégories de taille égale (20% des ménages) ordonnées selon le revenu. Q1 : 20% des plus modestes. Q5 : 20% des plus riches.

Document 2 :

L'enseignement est le domaine le mieux documenté pour évaluer les effets redistributifs de la fourniture de biens [collectifs] financés par l'impôt.

Les dépenses d'éducation opèrent évidemment une redistribution horizontale, des ménages sans enfants vers les ménages avec enfants, à niveau de revenu équivalent.

Mais elles opèrent également une redistribution verticale entre les familles, selon le niveau de revenu. En effet, le nombre moyen d'enfant par famille, et la durée moyenne de scolarisation diffèrent singulièrement selon le niveau de revenu. Si l'on découpe les ménages par niveau de revenu, on trouve plus de familles avec enfants en bas âge dans les déciles inférieurs. Les raisons sont multiples. Les revenus d'activité sont généralement croissants avec l'âge ainsi que les revenus du patrimoine. Les hauts déciles comportent ainsi davantage de ménages plus âgés. Par ailleurs, notamment pour les retraités, les enfants ne sont plus à charge.

Source : « Comment fonctionne vraiment la grande machine à redistribuer ? », LANDAIS C., Regards croisés sur l'économie, 2007.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 4 points

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Comparez le rapport interquintile avant redistribution et après redistribution. (document 1) | 4 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 6 points

| | | |
|---|--|-------|
| 2 | Quelles peuvent-être les causes de l'abstention ? | 3 pts |
| 3 | Énoncer un avantage et un inconvénient du mode de scrutin proportionnel. | 3 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°33-SSP-RC2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que le fonctionnement actuel du marché du travail n'est pas parfaitement concurrentiel.

Document 1 : Salaires mensuels nets en euros pour les postes à temps complet selon le sexe et la catégorie sociale

| | Hommes | Femme | Ensemble | Écart hommes/femmes en % |
|--|--------|-------|----------|--------------------------|
| Ensemble | 2 219 | 1 795 | 2 069 | 23,6 |
| Cadres supérieurs et chefs d'entreprise salariés | 4 375 | 3 347 | 4 083 | 30,7 |
| Professions intermédiaires | 2 180 | 1 908 | 2 068 | 14,2 |
| Employés | 1 491 | 1 405 | 1 432 | 6,1 |
| Ouvriers | 1 561 | 1 288 | 1 523 | 21,2 |

Source : Insee, 2008. Salariés du secteur privé et semi-public.

Document 2 :

Comment peut-on expliquer l'existence du chômage durable ? Le chômage ne peut persister que parce qu'il existe des institutions ou des réglementations qui empêchent la libre négociation des salaires. C'est la rigidité des salaires et leur niveau trop élevé qui sont principalement responsables du chômage. Dans l'incapacité de négocier librement les salaires, les entreprises privilégient les ajustements de l'emploi pour s'adapter aux récessions. Les jeunes chômeurs sans qualification ne peuvent trouver d'emploi parce que la loi contraint les entreprises à leur payer un salaire minimum trop supérieur à leur productivité. Par ailleurs, l'indemnisation du chômage peut créer un biais en faveur de l'ajustement de l'emploi et au détriment de la flexibilité des salaires. Enfin, la multiplication des charges et des contraintes réglementaires pesant sur le travail peut inciter les entreprises à développer leur capacité de production en utilisant des techniques qui emploient plus intensément des biens d'équipement. En matière de politique économique, la conclusion libérale est donc évidente : le chômage ne justifie pas une intervention de l'État. La réduction du chômage passe au contraire par une baisse du coût du travail, une déréglementation du travail et une flexibilisation des salaires.

Source : Jacques Généreux, *Introduction à la politique économique*, Seuil, Points, 1993.

*** Questions complémentaires : 10 points**

- Question complémentaire de savoir-faire

| | | |
|---|---|-------|
| 1 | A l'aide d'un calcul, comparez le salaire moyen des ouvriers et des cadres. (document1) | 3 pts |
|---|---|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques)

| | | |
|---|--|------|
| 2 | Comment s'opère la socialisation politique ? | 4pts |
| 3 | Pourquoi considère-t-on la V ^e République comme un régime semi-présidentiel ? | 3pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°34-SSP-RC2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Comment l'État et les partenaires sociaux interviennent-ils dans la formation des salaires ?

Document 1 : Les thèmes abordés dans les accords d'entreprises signés en 2008 (en %)

| Thèmes abordés | Part d'entreprises ayant signé un accord | Part totale de salariés concernés |
|---|--|-----------------------------------|
| Salaires et primes | <u>71,5</u> | <u>42</u> |
| Épargne salariale (intéressement, participation...) | 38,7 | 24,1 |
| Temps de travail | 27 | 18,8 |
| Protection sociale complémentaire | 12,1 | 13,2 |
| Emploi (y compris restructuration) | 6,8 | 11,1 |
| Formation professionnelle | 9,1 | 6,8 |
| Conditions de travail | 5,9 | 6 |
| Classifications, qualifications | 8,9 | 5,2 |

Source : Dares, enquête Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre (Acemo), "Négociation et représentation des salariés", 2008.

Champ: France métropolitaine, entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole.

Document 2 :

Dans les HCR (Hôtels-café-restaurant) qui emploient près de 800 000 salariés [...] ce n'est qu'en 1997 qu'a été conclue la première convention collective nationale qui a fait l'objet d'une importante renégociation en 2004 sous la pression du gouvernement. En échange du maintien d'une durée du travail de 39 heures, le SMIC hôtelier (inférieur au SMIC normal) a été supprimé [...]. Mais les partenaires sociaux ne sont pas parvenus à s'entendre sur les grilles salariales. Ce compromis passé entre une partie des syndicats et une partie des organisations patronales a été contesté par la CFTD qui a déposé en justice une demande de l'annulation des accords [...]. Finalement, un nouvel accord de branche a été conclu début 2007 qui, tout en maintenant le temps de travail à 39 heures, introduit des majorations de salaire à partir de la 36^{ème} heure travaillée.

Source : Antoine Bevort, Annette Jobert, *Sociologie du travail : les relations professionnelles*, Armand Colin, 2008.

*** Questions complémentaires : 10 points**

- Question complémentaire de savoir-faire

| | | |
|---|---|-------|
| 1 | Faites une phrase avec les deux données soulignées. (document1) | 3 pts |
|---|---|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques)

| | | |
|---|---|------|
| 2 | Qu'est-ce que la culture politique ? | 3pts |
| 3 | Quelles sont les caractéristiques d'un régime parlementaire ? | 4pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n° 35-SSP-RC2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Qu'est-ce qui détermine le salaire ?

Document 1 : Salaires médians des salariés à temps plein

Salaires mensuels déclarés en 2009, en fonction de l'âge et du diplôme

| | Hommes | | | | | Femmes | | | | |
|-----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | 15-24 ans | 25-34 ans | 35-44 ans | 45-54 ans | 55-64 ans | 15-24 ans | 25-34 ans | 35-44 ans | 45-54 ans | 55-64 ans |
| Supérieur long | 1470 | 2150 | 2870 | 3500 | 3700 | 1420 | 1815 | 2200 | 2500 | 2730 |
| Supérieur court | 1400 | 1770 | 2230 | 2640 | 2920 | 1330 | 1550 | 1880 | 2200 | 2300 |
| Bachelier | 1230 | 1560 | 1900 | 2340 | 2470 | 1110 | 1350 | 1550 | 1800 | 2040 |
| CAP/BEP | 1200 | 1485 | 1615 | 1780 | 1760 | 1100 | 1260 | 1350 | 1450 | 1560 |
| Brevet | 900 | 1450 | 1710 | 1900 | - | - | 1280 | 1360 | 1490 | 1675 |
| Aucun diplôme | 1010 | 1380 | 1450 | 1500 | 1500 | - | 1190 | 1210 | 1250 | 1280 |

Source : Enquêtes Emploi 2009 -INSEE

Document 2 :

Outre le salaire minimum déterminé par la loi, l'employeur doit respecter les salaires minima et autres dispositions relatives au salaire fixé par les conventions ou accords collectifs qui lui sont applicables. Les conventions collectives peuvent ainsi prévoir des primes (primes d'ancienneté, etc.) ou d'autres avantages complémentaires. [...] fixés par convention ou accords collectifs, les salaires minima s'imposent à l'employeur. Les conventions collectives comportent des grilles de classification [...] : à chaque emploi correspond un salaire minimum mensuel au-dessous duquel un salarié ne peut être rémunéré eu égard à son classement dans la grille de classification. Les organisations syndicales patronales et salariales qui sont liées par une convention collective de branche se réunissent au moins une fois par an, pour négocier sur les salaires.

Dans les entreprises dans lesquelles sont constituées une ou plusieurs sections syndicales représentatives, l'employeur est tenu, chaque année, de négocier sur les salaires au niveau de l'entreprise ou de l'établissement, ou des groupes d'établissements. [...]

Source : Direction générale du Travail, *Le salaire*, la Documentation française, 2011.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 4 points

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Montrez les inégalités de salaire entre les hommes et les femmes à partir d'un exemple. (document 1) | 4 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 6 points

| | | |
|---|--|-------|
| 2 | Comment les partis politiques contribuent-ils à la mobilisation électorale ? | 3 pts |
| 3 | Illustrez les effets de la construction européenne sur la conduite de l'action publique. | 3 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle – Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n° 36-SSP-RC2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez les facteurs de segmentation du marché du travail.

Document 1 : Situation dans l'emploi en France selon le sexe et l'âge

| | Répartition (%) | | | |
|-------------------------------|-----------------|--------------|--------------|--------------|
| | Ensemble | Femmes | Hommes | 15-24 ans |
| Non-salariés | 11,5 | 7,7 | 14,9 | 2,4 |
| Salariés | 88,5 | 92,3 | 85,1 | 97,6 |
| Dont : | | | | |
| Intérimaires | 2,0 | 1,3 | 2,6 | 6,3 |
| Apprentis | 1,5 | 1,2 | 1,8 | 17,4 |
| Contrats à durée déterminée | 8,5 | 10,6 | 6,5 | 26,6 |
| Contrats à durée indéterminée | 76,6 | 79,3 | 74,2 | 47,3 |
| Ensemble | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Temps complet | 82,0 | 69,8 | 93,1 | 76,9 |
| Temps partiel | 18,0 | 30,2 | 6,9 | 23,1 |

Source : Insee, enquête emploi 2012

Document 2 :

A partir de 2009, la crise a rendu encore plus difficile l'insertion professionnelle des jeunes, mais tous ne sont pas armés de la même façon : en 2012, le taux de chômage constaté chez les non-diplômés, un à quatre ans après la fin de leurs études, était de 47 %. Contre 10 % chez les diplômés de l'enseignement supérieur.

Les sans-diplôme (catégorie incluant les jeunes ayant juste le brevet des collèges) ont, en outre, les emplois les plus précaires. Même quand on n'a pas de diplôme, le niveau d'études joue encore : les jeunes sortis de terminale trouvent plus facilement un emploi que ceux ayant arrêté après un certificat d'aptitude professionnel (CAP) ou un brevet d'études professionnelles (BEP). Et ce sont les jeunes décrochant après la troisième qui sont davantage victimes du chômage.

Avec la hausse du nombre de bacheliers et la massification de l'enseignement supérieur, la part des jeunes sortis du système éducatif sans diplôme est tombée dans les années 1990 de 30 % à 16 %, mais elle a cessé de baisser depuis.

Source : Le Monde.fr, 4 décembre 2013.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Montrez que l'emploi à temps partiel touche plus les femmes que les hommes. (document 1) | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques) : 7 points

| | | |
|---|---|-------|
| 2 | Les variables lourdes suffisent-elles à expliquer le comportement électoral ? | 4 pts |
| 3 | Vous présenterez la notion de parité en politique. | 3 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°37-SSP-RC2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Les politiques de l'emploi, en abaissant le coût du travail, permettent-elles de lutter contre le chômage ?

Document 1 : Coût horaire de la main d'œuvre en euros et taux de chômage en % dans l'Union Européenne en 2011

| | Coût horaire de la main-d'œuvre en euros | Taux de chômage en % |
|------------------|--|----------------------|
| France | 4,2 | 9,9 |
| Suède | 39,1 | 7,5 |
| Allemagne | 30,1 | 5,5 |
| Portugal | 12,1 | 13,6 |
| Pologne | 7,1 | 9,9 |
| Royaume-Uni | 19 | 8,3 |
| Finlande | 29,7 | 7,6 |
| Espagne | 20,6 | 22,8 |
| Union Européenne | 23,1 | 9,9 |

Source : Eurostat, http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-24042012-AP/EN/3-24042012-AP-EN.PDF.

Document 2 :

Pour abaisser le coût du travail, pour l'employeur, plusieurs pays ont introduit des dispositifs d'exonération partielle de cotisations sociales, en particulier en bas de l'échelle des salaires : allègement sur les bas salaires en France. En France, les salaires inférieurs ou égaux à 1,7 salaire minimum bénéficient d'allègement de cotisations sociales employeur [...] dans le but de stimuler la demande de travail des entreprises et de l'orienter en direction des travailleurs peu qualifiés. L'idée sous-jacente à cette politique est que dans les pays industriels, la structure du coût du travail est défavorable à l'emploi : le prix du travail non qualifié est relativement élevé, en raison du salaire minimum, alors même que la demande de travail des entreprises tend à s'orienter vers le travail qualifié. [...]

La structure de la population active reste dans beaucoup de pays d'Europe marquée par la part importante des personnes sans qualification ou à faible qualification. Cette question est particulièrement sérieuse en France où le chômage des non diplômés reste excessivement élevé.

Source : A.Bénassy-Quéré, B.Coeuré, P. Jacquet, J. Pisani-Ferry, *Politique Économique*, coll. Ouvertures économiques, De Boeck, mars 2009.

*** Questions complémentaires : 10 points**

- Question complémentaire de savoir-faire

| | | |
|---|---|-------|
| 1 | Donnez la signification des deux données pour l'Union Européenne en 2011. (document1) | 3 pts |
|---|---|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques)

| | | |
|---|--|------|
| 2 | Quelles sont les variables lourdes du comportement électoral ? | 3pts |
| 3 | Que signifie la « société civile organisée » ? | 4pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

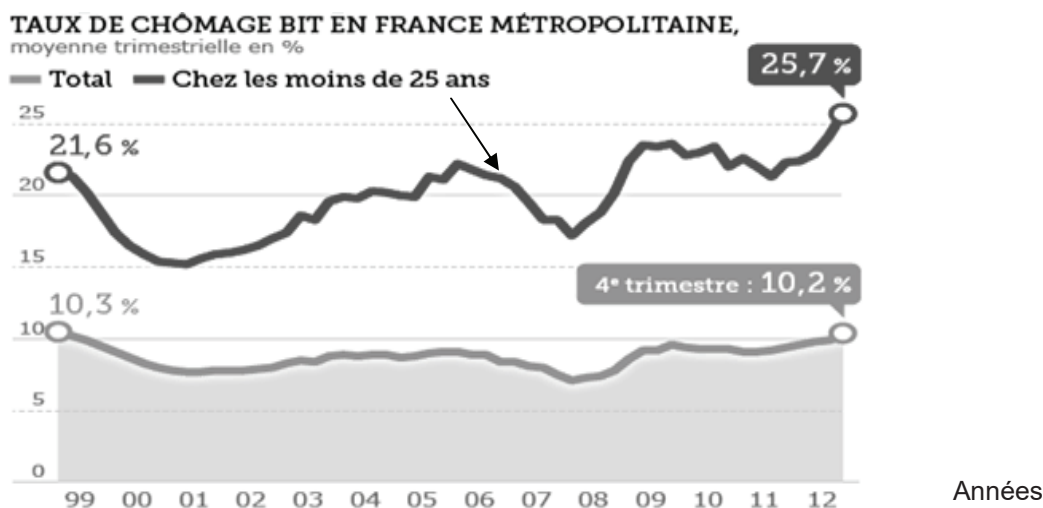
Temps de préparation : 30 mn
 Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet n°38-SSP-RC2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que la flexibilité sur le marché du travail peut permettre de lutter contre le chômage des jeunes.

Document 1 :



Source : d'après Le Figaro, 07 mars 2013.

Document 2 :

Regroupant des dirigeants d'entreprises en fort développement, l'association patronale CroissancePlus présidée par Olivier Duha, préconise pour les 17-24 ans, un salaire minimum d'insertion professionnelle. L'idée est d'expérimenter en France le « salaire minimum différencié » institué à la toute fin des années 1990 au Royaume-Uni (...) Pour Olivier Duha, « c'est une solution qui fait tomber la principale barrière à l'entrée des jeunes dans la vie active ». Dans un pays comme le nôtre où le salaire minimum est bas en valeur absolue (1 398 euros brut mensuels) (...), ses effets négatifs sur l'emploi peu qualifié ne sont plus guère contestés. « L'expérience des entrepreneurs est que, à salaire équivalent, le coût du travail est beaucoup plus important pour des jeunes sans qualification ni expérience », rapporte le président de CroissancePlus. « Le SMIC n'est pas trop élevé pour un jeune qui sort de l'université, mais il l'est pour un jeune sans diplôme », résume, en d'autres termes, l'économiste Francis Kramarz. Lequel met en lumière un autre effet pervers de désincitation aux études. L'assurance de trouver un emploi non qualifié plutôt bien payé dissuade de poursuivre une formation initiale.

Source : Jean-François Péresse, Les Échos du 20 Juin 2012.

*** Questions complémentaires : 10 points**

- Question complémentaire de savoir-faire

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | Faites une phrase explicite avec chaque donnée concernant le 4 ^{ème} trimestre 2012. (document 1) | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques)

| | | |
|---|--|------|
| 2 | Quel est le rôle des groupes d'intérêt dans les démocraties actuelles ? | 4pts |
| 3 | Définissez et montrez l'intérêt du principe de subsidiarité dans l'action publique au niveau européen. | 3pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

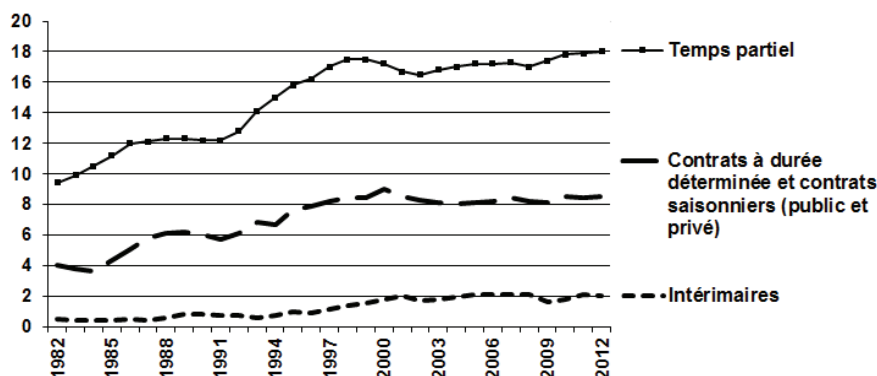
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet n°39-SSP-RC2.2

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que les évolutions récentes de l'emploi peuvent générer des risques de précarité.

Document 1 : Évolution de la part dans l'emploi total en France de trois formes d'emplois (en %)



Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans et plus

Source : Insee, enquêtes Emploi (calculs Insee).

Document 2 :

Lassana et Malik sont comme les voitures auxquelles ils sont adossés. À l'arrêt. Rencontrés sur le parking d'une barre de douze étages, à Garges-lès-Gonesse [...], les deux jeunes hommes [...] portent la même casquette noire et une semblable résignation. « *Le boulot ? Je cherche plus à chercher* », lance, bravache, Lassana, 22 ans. En 3e, l'école l'a « jeté » sans s'inquiéter de son devenir (...). À la mission locale, il a eu droit à deux courtes formations, cariste et soins à la personne. « *Et puis rien. C'est mort pour toi si t'as pas de piston. Pour les jeunes des cités, y a que du travail de chien. Dans l'intérim, ils nous exploitent à fond [...].* »

Malik, lui, a arrêté en deuxième année son BEP électrotechnique et a cherché du travail pendant un an. « *Là, c'est bon, c'est sorti de ma tête [...].* »

Comme Lassana et Malik, 900 000 jeunes de 15 à 29 ans n'étudient pas, mais ne cherchent pas pour autant du travail. Aussi inquiétante que méconnue, cette statistique a été récemment mise en lumière dans une note du Conseil d'analyse économique sur l'emploi des jeunes peu qualifiés.

Source : Pascal Krémer, « Ces 900 000 jeunes inactifs découragés de tout », dans *Le Monde*, dimanche 2 et lundi 3 juin 2013.

*** Questions complémentaires : 10 points**

- Question complémentaire de savoir-faire

| | | |
|---|--|-------|
| 1 | À l'aide d'un calcul de votre choix vous montrerez l'évolution des emplois à temps partiel entre 1982 et 2012. (document1) | 3 pts |
|---|--|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques)

| | | |
|---|--|------|
| 2 | Le vote est-il le seul répertoire d'action politique ? | 3pts |
| 3 | Expliquez comment fonctionne un mode de scrutin proportionnel. | 4pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2014 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

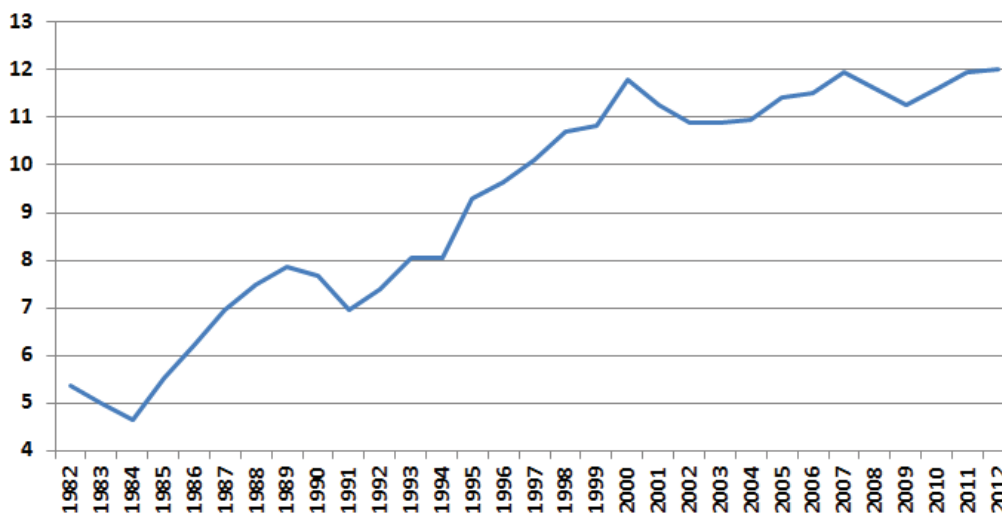
Sujet n°40-SSP-RC2.2

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que la précarisation de l'emploi a des conséquences sur l'intégration sociale des individus.

Document 1 :

Évolution de la part des emplois précaires dans l'emploi total, en France de 1982 à 2012 (en %)



Source : D'après Insee, Enquêtes emploi.

Document 2 :

Sur fond de l'apparition puis de l'aggravation du chômage de masse, on va voir se développer [au tournant des années 1980 et 1990] un important chômage de longue, voire de très longue durée, des formes de travail précaire ou encore l'impossibilité pour certaines couches de la population active d'entrer dans le salariat, notamment les jeunes sans qualification, ou de s'y maintenir. [...] Dans tous ces cas, des populations se trouvent mises à l'écart, reléguées à la marge, exclues en définitive, non seulement d'une participation régulière et continue à l'activité productive, mais encore, en conséquence, de la perception régulière et continue de revenus professionnels, des standards de vie habituels, des organisations de la société civile (syndicats, mouvements associatifs), des mécanismes d'intégration institutionnels à la vie sociale (notamment par le biais de l'appareil scolaire) et, en définitive, du corps civique (montée de l'absentéisme électoral, développement de l'indifférence en matière politique,...).

Source : *Inégalités et rapports sociaux*, R. Pfefferkorn, La Dispute 2007.

*** Questions complémentaires : 10 points**

- Question complémentaire de savoir-faire

| | | |
|---|---|-------|
| 1 | À l'aide d'un calcul de votre choix, mesurez l'évolution de l'emploi précaire entre 1982 et 2012. (document1) | 3 pts |
|---|---|-------|

- Questions complémentaires de connaissances (Sciences sociales et politiques)

| | | |
|---|--|-------|
| 2 | Qu'est-ce que le principe de subsidiarité ? | 3 pts |
| 3 | Présentez et illustrez à l'aide d'un exemple les caractéristiques d'un régime semi-présidentiel. | 4 pts |

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.